

Préface du Rapport sur les droits de l'homme dans le monde en 2006

(Selon Mme Condoleezza Rice, les droits de l'homme sont aujourd'hui mieux protégés.)

Le 6 mars 2007, le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail a publié le Rapport du département d'État sur les droits de l'homme dans le monde en 2006. Ci-après la préface de ce rapport, signée par la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice.

(Début du texte)

Rapport du département d'État sur les droits de l'homme dans le monde - 2006

Publié par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail

Le 6 mars 2007

Préface

Dans le monde entier, des hommes et des femmes réclament plus de libertés personnelles et politiques et la création d'institutions démocratiques. Ils tentent d'obtenir la satisfaction de ce que le président Bush appelle « les exigences non négociables de la dignité humaine ».

Contre vents et marées, et en prenant de nombreux risques, des individus courageux et des organisations non gouvernementales révèlent les infractions aux droits de l'homme. Ils cherchent à protéger les droits des minorités ethniques et religieuses, des travailleurs et des femmes, et de mettre fin à la traite des êtres humains. Ils œuvrent à la création de sociétés civiles florissantes, à l'organisation d'élections justes et libres, et à l'établissement de démocraties responsables fondées sur la règle du droit.

Ces patriotes impatients sont en train de redéfinir les limites du possible. En effet, au cours de quelques générations, la liberté s'est répandue dans le monde en développement, les dictatures communistes se sont effondrées, et de nouvelles démocraties ont vu le jour. Les droits prescrits par la Déclaration universelle des droits de l'homme sont mieux protégés qu'auparavant, et dans plus de pays.

Cette noble œuvre continue, mais elle est inachevée et se heurte à des adversaires acharnés. Ceux qui se sentent menacés par la démocratisation, il faut s'y attendre, résistent à ceux qui militent et agissent en faveur de réformes. L'année dernière, il y a eu des tentatives de harcèlement et d'intimidation des défenseurs des droits de l'homme et des organisations de la société civile, et on a tenté de restreindre, voire de stopper, leurs activités. Des lois injustes ont été utilisées comme armes politiques contre ceux qui ont des vues indépendantes. Il y a également eu des tentatives de musellement des dissidents par des moyens extralégaux.

Chaque fois que des organisations non gouvernementales et autres défenseurs des droits de l'homme sont assiégés, la liberté et la démocratie en pâtissent. Les démocraties du monde doivent défendre les défenseurs. C'est aujourd'hui l'une des principales missions de notre diplomatie, et nous espérons que le Rapport annuel du département d'État sur les droits de l'homme (2006) contribuera à renforcer cet effort. C'est dans cet esprit que je remets ce rapport au Congrès des États-Unis.

Condoleezza Rice
Secrétaire d'État

(Fin du texte)

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet : <http://usinfo.state.gov/fr/>)

NNNN

Introduction du Rapport sur les droits de l'homme dans le monde en 2006

(Ce rapport du département d'État analyse la situation pays par pays.) (7090)

Le rapport ci-après, rendu public le 6 mars 2007 par le département d'État, décrit les efforts qui ont été faits par les gouvernements de par le monde pour mettre en pratique les engagements pris sur le plan international à l'égard des droits de l'homme.

(Début de la transcription)

Département d'État

Rapport sur les droits de l'homme dans le monde en 2006

diffusé par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail

Le 6 mars 2007

Introduction

Le présent rapport décrit les efforts qui ont été faits par les gouvernements pour mettre en pratique les engagements pris sur le plan international à l'égard des droits de l'homme. Ces droits fondamentaux, stipulés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, représentent ce que le président Bush appelle « les revendications non négociables de la dignité humaine. » Comme l'a déclaré la secrétaire d'État Condoleezza Rice, la vraie promesse de la Déclaration universelle onusienne ne peut être réalisée du jour au lendemain, mais c'est une tâche urgente qui ne peut être remise à plus tard.

La Déclaration universelle demande à « tous les individus et à tous les organes de la société (...) de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives ».

Les États-Unis prennent au sérieux leurs engagements en faveur des droits de l'homme. Nous reconnaissons que nous rédigeons ce rapport à un moment où notre propre dossier et les mesures que nous avons prises pour répondre aux actes de terrorisme contre nous ont été mis en doute. Les États-Unis continueront à répondre de manière franche aux préoccupations de bonne foi des

autres pays, notamment par le biais des rapports soumis régulièrement, conformément à nos engagements au titre des différents traités sur les droits de l'homme dont nous sommes signataires. Nous sommes également résolus à réaliser des améliorations continues. Les lois, règlements et pratiques régissant la détention, le traitement et le procès des personnes soupçonnées d'actes de terrorisme ont considérablement évolué au cours des cinq dernières années. Notre système démocratique de gouvernement n'est pas infaillible, mais il est responsable : une société civile robuste, des médias libres et dynamiques, trois pouvoirs indépendants du gouvernement et un État de droit bien établi agissent comme correctifs.

Les rapports suivants sur la pratique des droits de l'homme, par pays - dont la préparation a été confiée au département d'État par le Congrès - sont un élément essentiel des efforts déployés par les États-Unis pour promouvoir les droits de l'homme dans le monde entier. Depuis trente ans, ces rapports ont largement servi ici et à l'étranger comme document de référence pour évaluer les progrès réalisés et les défis qui restent à relever. Ils ont aussi servi de fondement à une coopération entre les gouvernements, les organisations et les personnes, qui cherchent à mettre fin aux abus et à renforcer la capacité des pays de protéger les droits fondamentaux de tous.

Les rapports font une évaluation de chaque pays pour l'année 2006. Chaque rapport se suffit à lui-même. Néanmoins, on distingue des tendances générales, qui sont décrites ci-après et qui sont illustrées par des exemples précis de pays. Les exemples cités ont été donnés à titre d'illustration et ne sont nullement exhaustifs.

Des tendances positives, mais aussi de dures réalités

Une analyse du rapport dans son ensemble montre que partout dans le monde, en 2006, des hommes et des femmes ont continué à faire pression pour que leurs droits soient respectés et que leurs gouvernements soient réceptifs, pour que leurs voix se fassent entendre et leurs votes comptés, ainsi que pour garantir des lois équitables et la justice pour tous. Il y a eu aussi une prise de conscience de plus en plus aiguë selon laquelle la démocratie est la forme de gouvernement qui peut le mieux satisfaire les besoins des citoyens en matière de dignité, de liberté et d'égalité. Certes, ce sont là des tendances positives, mais ces rapports traduisent aussi une dure réalité :

En premier lieu, les progrès réalisés sur le plan des droits de l'homme et de la démocratie ont été difficiles à accomplir et difficiles à pérenniser. Alors que certains pays ont fait des progrès sensibles, d'autres ont stagné et certains ont régressé.

Ainsi qu'illustrés par les divers exemples suivants, les progrès réalisés par les pays varient considérablement en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que le niveau d'engagement du gouvernement, les capacités institutionnelles, le degré de corruption et le dynamisme de la société civile.

En janvier 2006, le gouvernement, élu démocratiquement, du parti de l'unité du Liberia, mené par Mme Ellen Johnson-Sirleaf - première femme chef d'État d'un pays africain - a remplacé le gouvernement transitoire national, qui avait servi de gouvernement intérimaire depuis la fin d'une guerre civile ruineuse de 14 ans en 2003. Le gouvernement a adopté des mesures importantes pour redresser les carences passées matière de droits de l'homme, notamment sous forme d'une collaboration avec des partenaires internationaux pour réhabiliter le pouvoir de la justice dans le pays et la création dans la capitale d'un organisme d'État qui accorde automatiquement la représentation des indigents au pénal. La présidente a démis de leurs fonctions ou suspendu un certain nombre de responsables corrompus du gouvernement. La commission Vérité et Réconciliation, créée en 2005, pour enquêter sur les violations des droits de l'homme et les crimes de guerre commis pendant le conflit, a commencé à prendre les dépositions des témoins. Malgré ces efforts, le Liberia continue de faire face à des défis sérieux en matière des droits de l'homme, notamment un système judiciaire toujours faible, la corruption et l'impunité des fonctionnaires, les actes de violence contre la femme et une extrême pauvreté qui a conduit au travail des enfants.

En Indonésie, le nombre de personnes tuées par les forces armées et la police a continué de baisser sensiblement au cours de l'année dans les régions politiquement instables du pays. Cinquante-quatre élections pour la plupart libres et justes ont eu lieu dans les provinces, régences, districts et municipalités, notamment dans la province d'Aceh au mois de décembre, où un ancien commandant rebelle a été élu gouverneur. D'une manière générale, la violence religieuse intercommunale a baissé, mais elle a continué dans certaines régions. Le gouvernement et les tribunaux ont été incapables de faire face aux atrocités et aux abus des droits de l'homme passés aussi bien en Indonésie qu'au Timor oriental.

Au Maroc, la situation des droits de l'homme s'est nettement améliorée bien que des problèmes subsistent. Le gouvernement a commencé à aborder les abus des droits de l'homme passés sous forme de compensations distribuées par le conseil consultatif sur les droits de l'homme, pour des cas particuliers d'arrestations, de disparitions et d'abus pendant la période de 1956 à 1999. En mars, le gouvernement a promulgué une loi interdisant la torture, bien que des cas de sévices aux mains des différentes forces de l'ordre continuent d'être signalés. Il y a eu un grand débat ouvert en public et dans la presse en dépit des restrictions continues à l'égard des libertés de la presse et d'expression. Au cours de l'année le gouvernement a imposé des sanctions contre des journalistes accusés d'avoir violé les restrictions sur la liberté d'expression et de nombreux journalistes ont pratiqué l'autocensure. Le trafic des personnes - en particulier aux fins d'exploitation sexuelle - et le travail des enfants continuent d'être des points de préoccupation ; néanmoins, le gouvernement et la société civile ont tous deux joué un rôle de plus en plus actif pour faire face à ces problèmes.

La République démocratique du Congo a vu ses premières élections présidentielles et législatives depuis plus de 45 ans, mettant ainsi fin à une période transitoire de trois ans qui a suivi la fin de la guerre civile. Une nouvelle constitution a été adoptée. Toutefois, le dossier en matière de droits de l'homme reste faible. Outre un conflit qui couve dans l'est du pays où le contrôle du gouvernement est resté précaire et où les factions armées ont continué à commettre des abus graves, les forces de sécurité du gouvernement ont, elles aussi, commis sans impunité des abus graves sur l'ensemble du territoire.

À Haïti, la population a manifesté son engagement en faveur de la démocratie en allant aux urnes trois fois en 2006. Plus de 3,5 millions de personnes se sont inscrites pour voter et un nombre impressionnant de citoyens, estimés à plus de 70 % des électeurs inscrits ont participé au premier scrutin des élections présidentielles et législatives en février 2006. Après une période électorale relativement stable et sans violence, les électeurs ont choisi le président René Préval et ont élu 129 députés. En décembre, Haïti a tenu ses premières élections municipales depuis plus de dix ans. Néanmoins, beaucoup reste encore à faire pour restaurer entièrement l'État de droit, notamment la remise en état de l'appareil judiciaire dysfonctionnel du pays et continuer à former davantage la police nationale haïtienne et à effectuer des contrôles de sécurité de ses effectifs.

En Ukraine, des progrès sensibles en matière de droits de l'homme ont continué à être enregistrés après la révolution orange. Les élections parlementaires de mars 2006 ont été les plus libres depuis l'indépendance du pays il y a 15 ans. Le pays a continué à faire des progrès en ce qui concerne les libertés de la presse, d'association et la promotion de la société civile. Malgré ces acquis, de nombreux problèmes graves ont continué, notamment la corruption de l'ensemble des pouvoirs du gouvernement.

Alors que le dossier des droits de l'homme au Kirghizstan s'est amélioré considérablement à la suite de la transition en 2005 à un gouvernement élu démocratiquement, en 2006 des manifestations en masse mais pacifiques ont poussé le gouvernement, au bout d'une semaine, à adopter précipitamment des réformes constitutionnelles offrant la possibilité d'un véritable système de freins et contrepoids. Fin décembre néanmoins, le parlement a adopté une autre constitution invalidant de nombreux aspects de ce système d'équilibre des pouvoirs. Le gouvernement a également été accusé de harcèlement contre des organisations non gouvernementales (ONG) financées de l'étranger.

En dépit de l'engagement déclaré du président Musharraf en faveur de la transition démocratique et de la « modération éclairée », le bilan des droits de l'homme au Pakistan reste insuffisant. Des restrictions ont continué de peser sur la liberté de déplacement, d'expression, d'association et de religion. Les disparitions de militants et de membres de l'opposition dans les provinces ont continué, en particulier dans les provinces en proie à l'instabilité et aux révoltes internes. Les forces de l'ordre ont continué de commettre des exécutions extrajudiciaires. Les arrestations arbitraires et la pratique de la torture sont toujours répandues. Sur une note positive, en décembre l'Assemblée nationale a proposé un projet de loi - qui a ensuite été promulgué par le président Musharraf - pour la protection des femmes, soit la première fois en trente ans qu'un gouvernement pakistanais ait réussi à démanteler des lois portant préjudice aux droits de la femme. La nouvelle loi modifie les dispositions relatives au viol et à l'adultère de l'ordonnance Hudood de 1979, en transférant les crimes de viol, autrefois jugés par les tribunaux religieux (Sharia), à la compétence du tribunal pénal du Pakistan. Le nouveau texte élimine aussi l'exigence selon laquelle la victime doit avoir quatre témoins masculins pour pouvoir porter plainte.

Bien que l'Égypte ait tenu ses premières élections présidentielles multipartites en 2005, en 2006 les revendications publiques pour plus de démocratisation et de responsabilité ont souvent été accueillies par une réaction sévère de la part du gouvernement. Le maintien en prison de l'ancien candidat présidentiel Ayman Nour a suscité de graves préoccupations quant à l'évolution des réformes politiques et de la démocratie dans ce pays. Continuant une tendance qui a commencé en 2005, le gouvernement a arrêté et détenu, souvent durant plusieurs semaines, des centaines de militants affiliés au parti proscrit, mais toléré, des Frères musulmans. Deux hauts juges ont été interpellés en février pour avoir publiquement demandé un système judiciaire indépendant. La police égyptienne a appréhendé et détenu plus de 500 militants pour avoir participé à des manifestations en faveur d'un système judiciaire indépendant. D'autre part, de graves cas de torture par les forces de l'ordre ont aussi été documentés. Le gouvernement a aussi arrêté, détenu et passé au tabac un certain nombre de bloggeurs sur l'internet.

Au Kazakhstan, le gouvernement a réprimé les activités de l'opposition au moyen d'exigences onéreuses d'inscription et en empêchant ou en refusant l'enregistrement des partis. La fusion des partis pro-gouvernementaux a renforcé l'hégémonie du parti Otan du président Nazarbayev, laissant ainsi peu de marge politique pour exprimer des vues différentes et plaider pour des réformes. Le gouvernement a harcelé l'opposition politique sous la forme d'accusations politiquement motivées et de restrictions imposées à la liberté de réunion. Il a adopté des lois limitant la liberté de la presse et il a harcelé des ONG.

La Russie a vu la continuation des efforts entrepris en vue de concentrer le pouvoir au Kremlin, avec des réformes des lois électorales et des nouvelles lois sur les partis politiques donnant au gouvernement de vastes pouvoirs pour réglementer, enquêter, réprimer et même dissoudre les partis. Cette tendance, favorisée par la complaisance de la Douma, la corruption et la sélectivité dans l'application des lois, les pressions politiques pesant sur le judiciaire et les restrictions frappant les ONG et les médias, s'est traduite par une érosion encore plus prononcée de la responsabilité du gouvernement devant le peuple. En Tchétchénie et dans les autres régions du Caucase septentrional, de graves violations des droits de l'homme ont continué, notamment des exécutions illégales et des abus contre la population civile commis aussi bien par les forces de sécurité de la fédération russe que par celles de la république tchétchène. Les combattants rebelles ont commis des attentats

terroristes à l'explosif et ont été les auteurs de disparitions politiquement motivées dans la région. La Cour européenne des droits de l'homme tient la Russie responsable de ces violations dans un nombre croissant de cas.

Au Venezuela, le gouvernement Chavez a poursuivi ses efforts en vue de consolider le pouvoir au sein de l'exécutif. Le gouvernement a continué à harceler l'opposition et des ONG et à éroder l'indépendance du pouvoir judiciaire. Les observateurs internationaux ont déclaré que les élections présidentielles de décembre au cours desquelles le président Chavez a été réélu avec 63 % des voix ont été, d'une manière générale, libres et justes. Lors de son discours d'investiture, le président Chavez demanda à l'Assemblée nationale, où son parti occupe 100 % des sièges, de lui accorder les pouvoirs de gouverner par décret présidentiel.

À Fidji et en Thaïlande, l'armée a renversé les gouvernements élus démocratiquement.

Une deuxième réalité dégrisante est que l'insécurité résultant des conflits internes ou transfrontaliers risque de menacer ou de défaire les progrès accomplis en matière de droits de l'homme et de gouvernance démocratique.

En dépit de l'engagement continue du gouvernement irakien à promouvoir la réconciliation nationale et la reconstruction, à persévérer sur la voie électorale et à établir l'État de droit, la violence sectaire qui s'accroît et les actes de terrorisme ont tous deux gravement érodé les avancées faites en matière de droits de l'homme et de démocratisation. Alors que la Constitution et les lois de l'Irak offrent un cadre solide à la protection des droits de l'homme, des groupes armés ont attaqué ces droits sur deux fronts différents : d'une part, ceux qui se disent hostiles au gouvernement, à savoir les terroristes d'Al-Qaïda, les irréductibles du régime baassiste et les insurgés qui mènent la guérilla, et, de l'autre, les membres des milices chiites et des forces de sécurité des différents ministères - nominalement sous la mouvance du gouvernement - responsables de torture et d'autres violations.

Bien que l'Afghanistan ait fait des progrès remarquables en matière de respect des droits de l'homme depuis la chute des talibans en 2001, son bilan pour protéger ces droits fondamentaux est resté insuffisant. Cette situation est due principalement à la faiblesse des institutions centrales et à une révolte meurtrière. En effet, les talibans, Al-Qaïda et

d'autres groupes extrémistes ont redoublé leurs attaques contre les responsables du gouvernement, les forces de sécurité, les ONG, le personnel humanitaire et la population civile non armée. Le nombre d'attentats suicides à la bombe et les attaques perpétrées contre les écoles et les enseignants a augmenté de manière dramatique. Des cas d'arrestations et de détentions arbitraires, d'exécutions extrajudiciaires, de torture et de détention dans des conditions déplorables ont été signalés. En décembre, le président Karzaï a lancé le Plan provisoire d'action de justice pour traiter les violations passées des droits de l'homme et renforcer les capacités institutionnelles du système judiciaire.

Les progrès importants faits par le Liban en vue de réformes à la suite de l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri en 2005, suivi du retrait des forces syriennes après près de 30 ans d'occupation, ont été entravés depuis le conflit entre le Hezbollah et Israël de juillet à août 2006. Avant le conflit, le gouvernement libanais avait commencé à éliminer un grand nombre d'obstacles empêchant à la création d'associations et de partis politiques. À la suite des incursions lancées par des combattants du Hezbollah à partir du Liban, en Israël, où ils ont kidnappé et tué plusieurs soldats israéliens, l'armée israélienne a riposté en pénétrant le territoire libanais. Le conflit a pris fin lorsqu'un cessez-le feu a été établi sous la médiation des Nations unies. En dépit de la fin des hostilités et le déploiement des troupes libanaises et des forces intérimaires de l'ONU dans le sud du Liban, les milices libanaises et le Hezbollah continuent d'avoir une grande influence dans certaines régions du pays.

Au Timor oriental, une série d'affrontements meurtriers entre les forces de la défense nationale et plusieurs factions armées dissidentes - police, armée et civils - ont entraîné une violence généralisée entre bandes rivales dans la capitale. À la demande du gouvernement, des contingents d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de Malaisie et du Portugal ont été chargés de rétablir la sécurité dans la capitale. Le 25 août, la mission intégrée des Nations unies pour le Timor oriental est venue remplacer ces troupes. Ce conflit interne a mené au déplacement d'environ 150.000 personnes, soit plus de 15 % de la population du pays.

Troisièmement, en dépit des progrès des droits de l'homme et des principes démocratiques dans toutes les régions du monde, une bonne partie de l'humanité vit toujours dans la crainte, en rêvant de liberté.

Les pays dans lesquels le pouvoir est resté aux mains de dirigeants qui n'avaient de comptes à rendre à personne - aussi bien des régimes totalitaires qu'autoritaires - sont parmi ceux où les violations des droits de l'homme sont le plus systématiques.

En 2006, la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord), était toujours l'un des régimes les plus isolés et répressifs du monde. Le régime contrôle quasiment tous les aspects de la vie des citoyens, leur refusant la liberté d'expression, d'association, de réunion, d'avoir une presse libre et de se déplacer librement, et en restreignant les droits des travailleurs. La Constitution prévoit « la liberté en matière de croyances religieuses » mais la vraie liberté de religion n'existe pas. Quelque 150.000 à 200.000 personnes, dont des prisonniers politiques, ont été détenus dans des camps de prison et de nombreux prisonniers ont été torturés à mort, sont morts de faim, de froid ou à la suite de maladies.

En Birmanie, le régime militaire s'est largement servi d'exécutions, de viols, de torture, d'arrestations arbitraires et de relocalisations forcées de villages entiers, en particulier ceux peuplés par des minorités ethniques, pour maintenir son joug. Les personnes emprisonnées ont été l'objet de mauvais traitements et détenues dans des conditions extrêmement difficiles et dangereuses. La surveillance, le harcèlement et l'emprisonnement des activistes politiques ont continué. La lauréate du prix Nobel et chef de l'opposition Aung San Suu Kyi demeure toujours en résidence surveillée sans pouvoir communiquer, alors que 1.100 prisonniers politiques sont toujours incarcérés. Le travail forcé, le trafic humain, la circonscription des enfants soldats et la discrimination religieuses restent généralisés. Le régime a convoqué de nouveau la convention nationale fictive, choisissant lui-même les délégués et interdisant tout débat libre. Revendiquée comme faisant partie de la « carte routière de la démocratie », la convention avait été conçue pour annuler les résultats des élections de 1990 et adopter une nouvelle constitution favorable au régime en place. Le contrôle cruel et destructif de ce dernier a également abouti à l'exode de réfugiés, à la poussée de maladies infectieuses, ainsi qu'au trafic de stupéfiants et à la traite des personnes dans les pays voisins.

Les violations des libertés d'expression et de réunion du gouvernement iranien ont été flagrantes à mesure qu'il a intensifié sa répression des dissidents, des journalistes et des

partisans des réformes - répression marquée par les arrestations arbitraires et l'emprisonnement, la torture, les disparitions, l'usage excessif de la force et le refus de tenir des procès publics et justes. Le gouvernement a continué d'arrêter et d'infliger des traitements dégradants aux Bahaïs et des autres minorités religieuses et a organisé une conférence, largement condamnée, niant l'existence de la Shoah. En prévision des élections le 15 décembre de l'assemblée d'experts en Iran, plus des deux tiers des candidats inscrits sur le bulletin - notamment toutes les femmes - ont été disqualifiés, laissant ainsi de nombreux sièges sans opposition. Des centaines de candidates aux élections municipales dans tout le pays ont également été disqualifiées. Le gouvernement a continué de faire fi des appels lancés à l'intérieur du pays et par la communauté internationale à l'instauration d'un gouvernement responsable en appuyant les mouvements terroristes en Syrie et au Liban et en préconisant la destruction d'un État membre des Nations unies.

Au Zimbabwe, le gouvernement Mugabe a poursuivi ses exactions tous azimuts contre les droits de l'homme. La corruption officielle et l'impunité sont très répandues. La loi de 2002 sur les secrets officiels et celle sur l'ordre public et la sécurité sont toujours en vigueur et restreignent considérablement les libertés civiles. En 2006, lors des élections parlementaires partielles et des élections pour les conseils de districts ruraux, la manipulation du processus électoral par le gouvernement a privé les électeurs de leurs droits et a biaisé les résultats en faveur des candidats du parti au pouvoir. La domination du parti majoritaire a permis d'apporter des changements à la Constitution sans large consultation. Les forces de sécurité ont harcelé, battu et arrêté de manière arbitraire les critiques du régime et les tenants de l'opposition. Les déstabilisations dans les exploitations agricoles et les confiscations de propriétés se sont poursuivies et sont quelquefois devenues violentes. La campagne d'expulsions forcées, qui avait laissé quelque 700.000 personnes sans abri pendant l'opération « restaurer l'ordre » de 2005 s'est poursuivie quoiqu'à moindre échelle. Le gouvernement a entravé les efforts des organisations humanitaires en vue de prêter assistance. En décembre, le président Mugabe et ses loyalistes ont proposé de proroger le mandat présidentiel de deux ans en repoussant les élections à 2010.

À Cuba, le gouvernement provisoirement dirigé par Raul Castro du fait de la maladie de Fidel Castro a continué à violer pratiquement tous les droits de ses citoyens, y compris les droits fondamentaux de changer de gouvernement dans le calme ou

de critiquer la révolution ou ses leaders. En 2006, le gouvernement a accru le harcèlement des dissidents et des autres citoyens considérés comme dangereux pour le gouvernement, souvent par le biais d'actions de foule baptisées « actes de répudiation » et impliquant des violences verbales et physiques. Les tabassages et les abus des détenus et des prisonniers ont aussi continué en toute impunité. Bien que des libérations symboliques de prisonniers aient eu lieu pendant l'année, au moins 283 prisonniers et détenus politiques étaient encore incarcérés, dont 59 des 75 activistes pro-démocratie et militants des droits de l'homme qui avaient été emprisonnés lors d'une répression en mars 2003.

En Chine, le bilan du gouvernement s'est détérioré dans certains domaines en 2006. On a vu une augmentation du nombre des cas notoires de surveillance, de harcèlement, de détention et d'emprisonnement d'activistes politiques ou religieux, de journalistes, d'écrivains et même d'avocats de la défense cherchant à exercer leurs droits dans le cadre de la législation. Certains des membres de leurs familles ont aussi été harcelés et détenus. Les manifestations de masse et les marches en faveur de la réparation des griefs se sont poursuivies en grand nombre et dans certains cas elles ont été violemment réprimées. Le gouvernement a imposé de nouveaux contrôles sur les ONG, les médias, y compris l'internet, les tribunaux et les juges. La répression des groupes religieux non enregistrés et des groupes minoritaires, notamment des Uigurs et des Tibétains, reste une source de grandes préoccupations.

En Biélorussie, le gouvernement de Loukachenko a continué à appliquer voire à intensifier ses politiques répressives. L'élection présidentielle de mars était gravement entachée d'irrégularités. Près d'un millier de personnes ont été arrêtées lors de la répression des manifestations publiques protestant contre les résultats et beaucoup ont été condamnées à de courtes peines de prison. D'autres activistes et membres de l'opposition, y compris Alexandre Kozuline, qui s'était présenté contre Loukachenko dans l'élection présidentielle, ont été condamnés à des peines allant de deux à cinq ans et demi de prison.

En Érythrée, le gouvernement reste toujours un des plus répressifs de l'Afrique subsaharienne et son bilan au plan des droits de l'homme a encore empiré en 2006. Les forces de sécurité ont commis des assassinats extrajudiciaires ; selon des sources dignes de foi, les forces de sécurité auraient tiré à vue sur des personnes tentant de franchir la frontière avec

l'Éthiopie. Le gouvernement a intensifié sa campagne d'arrestations de ceux qui essayaient de se soustraire au service national et, selon des témoins dignes de foi, certains des individus arrêtés auraient été torturés. Comme il l'avait fait en 2005, le gouvernement a ordonné à certaines ONG humanitaires de quitter le pays malgré la sécheresse grave qui sévit dans la Corne d'Afrique. La liberté religieuse est aussi considérablement restreinte.

La quatrième réalité qui donne à réfléchir est que, partout dans le monde, à mesure que se renforcent les demandes pour plus de liberté personnelle et politique, elles se heurtent à la résistance accrue de ceux qui se sentent menacés par les changements politiques et sociaux.

Les défenseurs des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales sont indispensables à l'épanouissement d'un pays. Dans le monde actuel, les problèmes auxquels se heurtent les États sont trop complexes pour que même les plus puissants puissent s'y attaquer seuls. Les contributions de la société civile et la libre circulation des idées et de l'information sont indispensables à l'élaboration de solutions d'une multitude de défis nationaux et internationaux. Restreindre l'espace politique des ONG et le débat public revient à limiter la croissance de la société.

En 2006, dans toutes les régions du monde, des gouvernements ont réagi à la montée des demandes de liberté personnelle et politique non pas en acceptant leurs obligations envers leurs ressortissants mais en opprimant ceux qui faisaient campagne pour les droits de l'homme et qui exposaient les abus au grand jour - dont les organisations non gouvernementales et les médias indépendants y compris l'internet. Un nombre alarmant de pays ont voté ou appliqué de manière sélective des lois et des règlements contre les ONG et les journalistes qui se sont trouvés en butte à des mesures extrajudiciaires souvent lancées par des assaillants inconnus. Par exemple :

En Russie, une nouvelle loi sur les ONG, entrée en vigueur en 2006, impose des prescriptions d'enregistrement encore plus lourdes qu'avant, un suivi plus strict de toutes les organisations et des obligations complexes et onéreuses de présentation de rapports et elle autorise le Federal Registration Service à refuser d'enregistrer une organisation ou à la fermer sur la base de critères vagues et subjectifs. En octobre, des inconnus ont assassiné Anna Politkovskaya, grande défenseuse des droits de l'homme et journaliste éminente connue

pour ses écrits dénonçant les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Le gouvernement a usé de son contrôle de toutes les stations nationales de radio et de télévision ainsi que de la majorité des stations régionales influentes pour restreindre l'accès aux informations jugées sensibles.

En Biélorussie, des inspections fiscales onéreuses et les conditions d'enregistrement des ONG rendent difficile le travail des organisations de la société civile, et les attaques contre les membres des médias indépendants se poursuivent. En novembre, l'activiste pro-démocratie Dmitry Dachkevich a été condamné à 18 mois de prison pour avoir dirigé une ONG non enregistrée.

Le gouvernement du Kazakhstan n'a enregistré le parti de l'opposition True Ak Zhol qu'après l'assassinat de Sarsenbayev, un de ses coprésidents, et il a interprété l'article 5 de la Constitution de manière restrictive afin de suspendre les activités de formation non partisane du parti politique financées par l'étranger, affirmant que de donner des informations revenait à financer les partis politiques. En juillet, le président Nazarbayev a promulgué des amendements restrictifs concernant les médias, démarche que le représentant pour la liberté des médias de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a qualifié de pas en arrière. Le gouvernement a continué à utiliser les lois restrictives sur la diffamation pour faire payer des amendes, condamner et suspendre les antennes des médias, les journalistes et les critiques. En avril, un membre d'une antenne de média suspendue a été brutalement battu.

La liberté d'expression, d'association et de réunion est sévèrement limitée au Turkménistan et le gouvernement cherche à contrôler l'activité des ONG. Il est possible de recevoir les programmes étrangers de télévision par satellite dans tout le pays mais le gouvernement contrôle tous les médias nationaux et il est interdit aux journalistes d'avoir le moindre contact avec des étrangers sauf autorisation spéciale. Un accès très limité à l'internet est possible par le biais des services de Turkmen Telecom contrôlés par l'État ; aucun nouveau compte n'a été autorisé dans la capitale depuis septembre 2002. En août, le gouvernement a arrêté des journalistes, dont Ogoulspapar Mouradova, Annakourban Amanklytchev et Sapardourdy Khajiev qui ont été condamnés à des peines allant de 6 à 7 ans de prison pour possession d'armes lors d'un procès expéditif à huit clos. En septembre, Ogoulspapar Mouradova, correspondante de Radio Free Europe/Radio Liberty, est décédée en prison dans des circonstances suspectes. Des ONG ont annoncé que ses deux

collègues et elle avaient été torturés pendant l'été, durant leur détention, pour leur faire avouer avoir été en possession d'armes. Le président Saparmourat Niazov est décédé le 21 décembre.

Le gouvernement de l'Ouzbékistan cherche à contrôler l'activité de la plupart des ONG et a fermé plus de 200 organisations de la société civile, y compris des ONG internationales travaillant dans le pays, sous prétexte d'allégations de violation de la législation. Les journalistes indépendants et les militants des droits de l'homme continuent d'être persécutés.

En Syrie, le gouvernement contrôle strictement la diffusion de l'information et interdit les critiques à son encontre ainsi que les discussions des questions confessionnelles, dont celles des droits religieux et des minorités. Des personnes exprimant des opinions allant à l'encontre de ces restrictions ont été placées en détention et battues, comme par exemple le journaliste Adel Mahfouz qui a été arrêté en février pour avoir prôné le dialogue interconfessionnel après la controverse entourant les caricatures du Prophète Mahomet. Le gouvernement s'appuie sur la législation concernant la presse et les publications, le code pénal et la loi d'urgence pour censurer l'accès à l'internet et placer des restrictions sur les médias électroniques. On a également signalé des harcèlements de militants des droits de l'homme dont les activités sont sous haute surveillance constante et auxquels il est interdit de sortir du pays lorsqu'ils veulent participer à des ateliers ou des conférences à l'étranger.

La liberté de la presse a atteint son point le plus bas en Iran lorsque le gouvernement a mis en cessation de publication deux journaux indépendants, le Shargh et l'Iran, a bloqué l'accès aux nouveaux sites de l'internet, notamment ceux du New York Times et de la BBC Farsi, et emprisonné des journalistes et bloggeurs. Les autorités utilisent les interdictions de quitter le pays comme arme contre les journalistes.

Au Burundi, le nombre des arrestations, détentions et actes d'intimidation de journalistes et de militants des droits de l'homme par le gouvernement a augmenté ; entre autres personnes, la police a arrêté et gardé en détention pendant plusieurs mois le président de la principale ONG anticorruption du pays. Le gouverneur d'une province aurait qualifié d'ennemi de la paix la principale ONG des droits de l'homme, la Ligue Iteka, et en novembre, un haut fonctionnaire du gouvernement a annoncé que 32 ONG internationales enregistrées dans le pays pourraient se

faire expulser pour ne pas avoir présenté leur rapport annuel obligatoire au gouvernement.

Au Rwanda, un climat de restrictions pèse sur le fonctionnement de la société civile. Les ONG nationales et internationales sont tenues de se faire enregistrer tous les ans et de présenter au gouvernement des rapports sur leurs activités. Les autorités auraient demandé à certaines ONG d'obtenir l'autorisation du gouvernement pour des projets avant de pouvoir avoir accès au financement de bailleurs de fonds internationaux. De plus, toutes les ONG sont censées adhérer à un collectif créé pour gérer leurs activités.

Au Venezuela, le gouvernement a continué à harceler et intimider les groupes de la société civile et plus particulièrement de Sumate, ONG observatrice des élections, dont le procès des dirigeants, accusés de collusion et de trahison pour avoir accepté un don étranger, a été repoussé indéfiniment mais plane toujours au-dessus de leurs têtes. À la fin de l'année, un projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale : s'il est promulgué, il augmentera encore le contrôle du gouvernement sur le financement des ONG et limitera leurs possibilités de travailler dans les domaines des droits de l'homme et de la promotion de la démocratie. Des modifications du code pénal imposant des peines de prison pour insulte aux agents de la fonction publique et de violentes attaques contre les journalistes ont contribué à créer un climat d'autocensure. Le gouvernement a intensifié sa campagne de harcèlement des antennes des médias indépendants et d'opposition. En décembre, le président Chavez a annoncé que le gouvernement ne renouvelerait pas la licence de radiodiffusion de Radio Caracas Television, la plus vieille chaîne privée de télévision du pays : le gouvernement accuse ses propriétaires d'être des « fauteurs de coups » et de trahir la confiance du public.

En Chine, les ONG nationales et internationales continuent à souffrir de la montée des mesures de surveillance et des restrictions. À la fin de 2006, l'association Reporters sans frontières annonçait que 31 journalistes et 52 rédacteurs de l'internet et bloggeurs étaient en prison. Si le gouvernement encourage l'utilisation de la Toile, il surveille son utilisation, contrôle son contenu, limite l'information et punit ceux qui violent les règles. Il a imposé de nouvelles prescriptions, plus strictes, d'enregistrement des sites Web, renforcé le contrôle des contenus en ligne et élargi la définition des contenus illégaux ; il a également systématiquement bloqué l'accès aux sites qu'il jugeait

indésirables et les autorités ont commencé à utiliser des technologies plus sophistiquées qui leur permettent de bloquer des contenus spécifiques plutôt que des sites entiers.

Le Vietnam a continué à surveiller et à contrôler l'internet, bloquent les sites des droits de l'homme et de nouvelles. La législation permet aux citoyens de se plaindre ouvertement de l'inefficacité et de la corruption des milieux gouvernementaux mais le gouvernement continue à interdire à la presse de préparer des articles contestant le rôle du parti communiste, prônant le pluralisme ou la démocratie multipartite ou mettant en question la politique des droits de l'homme. Le gouvernement interdit l'accès direct à l'internet par l'intermédiaire des Prestataires indépendants de service et il exige que les propriétaires de cybercafés enregistrent les informations personnelles de leurs clients et les sites visités. Il a cependant relâché plusieurs dissidents religieux et politiques très en vue, dont le Dr. Pham Hong Son, emprisonné pour avoir traduit des articles sur la démocratie et les avoir diffusés sur la Toile.

La réalité la plus choquante est celle du génocide

Près de 60 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme - expression de l'indignation de l'humanité face à l'énormité de la Shoah et du cataclysme de la Seconde Guerre mondiale - le génocide continue de ravager la région du Darfour au Soudan.

En dépit de l'Accord de paix global de janvier 2005 qui mettait fin à 22 ans de guerre civile entre le Nord et le Sud et de l'établissement cette même année d'un gouvernement d'unité, les conflits ethniques se poursuivent au Soudan, et de la manière la plus catastrophique au Darfour. Le gouvernement soudanais et la milice Janjawid soutenue par le gouvernement sont responsables du génocide dans le Darfour et toutes les parties de cette conflagration ont commis des crimes graves : fréquents massacres de civils, viol utilisé comme outil de guerre, torture systématique et recrutement d'enfants soldats. On estime qu'à la fin de 2006, le conflit au Darfour avait causé la mort d'au moins 200.000 civils et le déplacement de deux millions de personnes. Plus de 234.000 réfugiés s'étaient enfuis au Tchad voisin, et ce pays et la République centrafricaine avaient connu de violents conflits ethniques le long de leurs frontières avec le Soudan.

Bien que se disant en faveur du cadre d'Addis-Abeba, le gouvernement soudanais a publiquement refusé la présence de troupes internationales dans le Darfour et il a repris son offensive militaire pendant la seconde moitié de 2006. La dégradation de la sécurité a amené certaines ONG et organisations humanitaires à réduire ou suspendre leurs opérations dans la région.

Défendre les défenseurs

Pour tenir la grande promesse de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la communauté internationale et plus spécialement les démocraties du monde ne peuvent accepter que les réalités qui choquent soient immuables. De fait, ces dernières nous obligent à nous aligner sur ceux qui œuvrent pour la dignité humaine et les réformes politiques.

En 2006, les courageux efforts des défenseurs des droits de l'homme ont été salués par les gouvernements démocratiques :

Les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies de 2006 ont mis l'accent sur la nécessité de protéger les défenseurs des droits de l'homme en Iran, au Bélarus, en Corée du Nord et en Birmanie.

Le Fonds des Nations unies pour la démocratie, né d'une idée présentée par le président Bush à l'Assemblée générale en 2004 et établi en 2005, vient de terminer sa première année. Son conseil d'administration est convenu de financer 125 projets sur les plus de 1.300 propositions soumises par plus de 100 pays - soit un décaissement de plus de 35 millions de dollars de dons à des organisations de la société civile pro-démocratique.

Au niveau régional, en juin 2006, l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) a adopté la Déclaration de Saint-Domingue, engagement multilatéral des pays de la région « de garantir le droit de toutes les personnes à jouir de la liberté d'expression, notamment de l'accès sans censure au débat politique et au libre échange des idées, à travers tous les moyens de communication de masse, notamment l'internet ». Les ministres des affaires étrangères ont également déclaré leur résolution d'élaborer et d'encourager les stratégies et les meilleures pratiques à cet effet.

L'unité des défenseurs des droits de l'homme de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA a publié un rapport sur les graves problèmes qu'elle rencontre dans certains

pays, soulignant que les gouvernements doivent soutenir ses travaux.

Avant la réunion de juillet de l'Assemblée des chefs d'État de l'Union africaine, les organisations de la société civile de 19 pays africains s'étaient réunies à Banjul (Gambie) pour élaborer des recommandations à l'intention des leaders du sommet sur le rôle de la société civile dans le Mécanisme africain d'examen par les pairs du respect des traités par les pays, les moyens d'améliorer l'accès de la société civile à l'information et les lois sur la citoyenneté qui entérinent la discrimination. Ces recommandations ont été adoptées lors du sommet.

Pour ce qui est de la région élargie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le Forum pour l'avenir a rassemblé en Mer Morte (Jordanie) des représentants des gouvernements et de la société civile de la région ainsi que les partenaires du G8. Près de 50 chefs de la société civile représentant des centaines d'organisations de 16 pays de la région ont participé aux discussions sur l'État de droit, la transparence, l'émancipation des femmes et des jeunes, et l'environnement juridique des organisations de la société civile. Ils ont également discuté des moyens de renforcer les réformes en établissant des mécanismes de suivi des recommandations. Si le plus difficile reste à faire - adopter et mettre en application les recommandations proposées par la société civile - le Forum a aidé à ouvrir un espace politique qui n'existait pas encore et qui leur permettra d'avoir des interactions avec les gouvernements de la région.

Pour marquer la Journée internationale des droits de l'homme en décembre 2006, la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, a lancé deux importantes initiatives visant à appuyer les défenseurs des droits de l'homme et de la démocratie :

Elle a annoncé la création d'un Fonds pour les défenseurs des droits de l'homme administré par le département d'État qui décaissera rapidement des petits dons destinés à aider les défenseurs des droits de l'homme devant faire face à des besoins extraordinaires du fait de la répression de leurs gouvernements : ils pourraient couvrir leur défense devant les tribunaux, les coûts médicaux ou les besoins pressants des familles des militants.

Elle a également proposé 10 Principes généraux concernant les ONG (<http://usinfo.state.gov/xarchives/display.html?p=washfile-french&y=2007&m=February&x=20070227104709bpuh0.2030451>)

concernant le traitement des organisations non gouvernementales par les gouvernements. Ces principes guideront le traitement des ONG par les États-Unis qui les utiliseront aussi pour évaluer les actions des autres gouvernements. Ils sont destinés à compléter les autres documents plus détaillés préparés par les Nations unies et d'autres organisations internationales concernant les défenseurs des droits de l'homme et permettront de mobiliser un soutien à l'échelon mondial pour les ONG en difficulté en donnant un cadre de référence pratique aux gouvernements, organisations internationales, groupes de la société civile et journalistes.

Lorsque les démocraties soutiennent le travail des militants des droits de l'homme et des organisations de la société civile, nous aidons les hommes et les femmes partout dans le monde à forger leur destinée en toute liberté et ainsi nous participons à la construction d'un monde meilleur et plus sûr pour tous et toutes.

Nous devons défendre les défenseurs parce que ce sont des agents de changements démocratiques et pacifiques.

MADAGASCAR

La République de Madagascar est une démocratie multipartite avec environ 18 millions d'habitants. Le Président Marc Ravalomanana, qui était élu pour un second mandat, et son parti, Tiako-I-Madagasikara (TIM), ont dominé la vie politique. L'élection présidentielle était généralement libre et juste, bien que des observateurs internationaux et locaux aient soulevé le besoin d'un certain nombre de réformes électorales. Les autorités civiles ont généralement maintenu un contrôle efficace des forces de l'ordre.

Les problèmes graves ci-après, relatifs aux droits de l'homme, étaient signalés: usage excessif de la force par les forces de l'ordre pour disperser des manifestants, entraînant des décès et des blessures; conditions carcérales difficiles, ayant entraîné des décès; arrestation arbitraire des manifestants; détention préventive trop longue; restrictions sur la liberté d'expression et de la presse; corruption parmi les responsables; restrictions sur la liberté de religion; discrimination et violence contre les femmes dans la société; traite des femmes et des jeunes filles; et travail des enfants, y compris le travail forcé.

RESPECT POUR LES DROITS DE L'HOMME

Chapitre 1 Respect pour l'Intégrité de la Personne, dont la Liberté par rapport à:

a. L'assassinat arbitraire ou extrajudiciaire

Le gouvernement ou ses agents n'ont commis aucun assassinat politique. Cependant, un rapport a signalé qu'un individu aurait succombé suite aux coups assénés contre lui pendant son arrestation au cours d'une manifestation politique. Il était relâché le même jour, mais est décédé plusieurs jours plus tard. Après une courte investigation, le Ministre de la sécurité publique a indiqué que la mort du manifestant n'était pas le résultat des blessures infligées contre lui par les forces de l'ordre qui l'ont arrêté (voir chapitre 2.b.).

Le 15 mai, une voiture de police roulant à vive allure sur une rue à Antananarivo a renversé une femme, ce qui causé la mort de cette dernière, selon les médias. La famille de la victime a porté l'affaire devant le tribunal. L'enquête suivait encore son cours à la fin de l'année.

Au cours de l'année, plusieurs personnes ont été arrêtées et mises en détention préventive pour leur supposée participation dans une affaire survenue en 2005. Au cours de ladite affaire, un gendarme à Ikelihorombe a tué 10 personnes accusées de vol de bovidés.

Aucune investigation n'a été menée avant la fin de l'année dans la mort de Jean Yvon Hajaniaina Rafanomezantsoa en mai 2005 dans les locaux de la police où il était détenu.

Le 11 juin, des squatters dans le village d'Ankorondrano Ampefy ont lynché des officiers de police avec des machettes, des couteaux et des parpaings. Un petit contingent d'officiers de la police national et de la gendarmerie était arrivé sur les lieux pour appliquer une notification d'expulsion délivrée par un tribunal local dans le cadre d'un litige foncier qui a duré quelques 30 ans. Une femme parmi la foule a aussi été tuée dans le conflit.

b. La disparition

Il n'y a pas eu de disparitions à caractère politique ou des enlèvements criminels pour obtenir des rançons.

c. La torture les autres traitements ou punitions cruels, inhumains ou dégradants

La constitution et la loi prévoient l'inviolabilité de la personne. Toutefois, certains éléments des forces de l'ordre ont perpétré des abus physiques, dont le viol, sur des prisonniers.

La police a dispersé des manifestants par la force, ayant entraîné des blessures (voir chapitre 2.b.). Contrairement à l'année précédente, il n'y avait aucun cas de blessure causée par des jets de grenades destinés à intimider des grévistes.

Les conditions dans les prisons et centres de détention

Les conditions carcérales ont été difficiles et ont représenté un danger pour la survie. Le pays compte 99 centres de détention destinés à accueillir environ 13.000 prisonniers, mais qui en comptaient 17.427 au mois de décembre, selon le Ministère de la Justice. La plupart des cellules des prisons contenait en moyenne moins d'un mètre carré par détenu. Dans les prisons les plus bondées telles que Tsiarahy et Moramanga, les prisonniers ont été obligés de se mettre à plusieurs sur des lits superposés entassés dans des cellules exigües, où ils ont dormi à trois ou

quatre par mètre carré. Un rapport publié en août par l'Observatoire National pour l'Intégrité, une agence gouvernementale, a trouvé que les détenus de la prison d'Antanimora ont échangé de la nourriture et d'autres provisions contre un espace pour dormir, alors que les détenus à Fianarantsoa ont dû dormir à tour de rôle pendant la nuit faute d'espace. Selon les estimations de certaines organisations non gouvernementales (ONG), plus de la moitié des prisonniers étaient détenus dans des bâtiments qui n'étaient pas des prisons, dont des camps de production, des magasins de stockage, et des abattoirs. La surpopulation grave était en partie dû à la recrudescence de la détention préventive (voir chapitre 2.d.), et puisque certains accusés, incapables de payer des frais du tribunal requis avant de recevoir leur jugement, étaient renvoyés en prison.

La cause la plus commune de décès a été la malnutrition chronique, qui a affecté jusqu'à deux-tiers des détenus dans certaines prisons. En général, les prisonniers ont subsisté avec 100-250 grammes de manioc sec, de riz, ou de manioc par jour, ce qui a représenté moins de la moitié de la ration quotidienne recommandée par le Ministère de la Justice pour les détenus. Les familles et des ONG, dont l'Aumônerie Catholique des Prisons, ont apporté des suppléments aux rations quotidiennes de certains prisonniers. Des ONG ont avancé que des centaines de prisonniers ont succombé à la malnutrition, dont la plupart ont été transférés ou détenus dans des endroits éloignés et n'ont pas reçu de visites des membres de leurs familles. Depuis sa mise en place en octobre 2005, le programme "Tefaka" du Ministère de la Justice a transféré plus de 100 détenus dangereux vers des prisons loin de leur zone d'origine afin d'éviter toute agitation parmi leurs complices chez eux. Cela a cependant annihilé davantage la possibilité pour les familles de ces détenus de venir leur rendre visite. Jusqu'au mois d'octobre, plus de 100 détenus ont été évacués hors de la prison haute sécurité de Tsiarafahy, où la majorité de ces prisonniers dangereux ont été envoyés. Ceux-ci ont été transférés pour pouvoir bénéficier du traitement médical nécessaire pour leur état de santé aggravé, le plus souvent suite à la malnutrition. Mais toujours jusqu'au mois d'octobre, au moins neuf desdits prisonniers transférés à la prison d'Antanimora ont été décédés.

Les détenus étaient devenus particulièrement vulnérables aux maladies et aux épidémies à cause de la malnutrition, à laquelle s'ajoute le manque d'hygiène. La détérioration des infrastructures des prisons -- notamment le manque d'installations sanitaires ou d'eau potable -- a aussi causé des

maladies de la peau, des infestations d'insectes, et d'autres risques pour la santé alors que l'accès aux soins médicaux était limité. En octobre, un prisonnier était mort de faim dans la prison d'Antanimora, suite à une combinaison de malnutrition et de tuberculose, rapporte-t-on. Les médias ont aussi rapporté quatre décès et au moins 20 cas de tuberculose à Antanimora.

Des étapes ont été prises par le gouvernement pour redresser la situation dans les prisons au cours de l'année. Au mois de juin, la Task Force Présidentielle sur les Prison a proposé d'augmenter le financement afin de rehausser les normes nutritives pour les prisonniers. De l'autre côté, le budget du Ministère de la Justice jusqu'au mois de mars 2007 a été augmenté à 470.000\$ (un milliard Ariary) afin d'améliorer l'alimentation des prisonniers. L'infrastructure a vu des améliorations minimales, à l'instar de la construction de murs de brique pour séparer les enfants et les adultes dans les prisons de Morondava ainsi que l'érection de nouveaux locaux de détention à Betroka. Selon certaines ONG, ces améliorations ont aidé à éviter une hausse du nombre de décès en prison.

Selon des dirigeants religieux et certaines ONG, le viol était un fait commun dans les prisons et des gardes pénitenciers et des détenus y ont procédé pour humilier des prisonniers. D'autres organisations ont signalé que même si les cas de viols constituent une exception, des prisonniers se sont souvent prostitués à l'intérieur même des prisons, pour de la nourriture. On pouvait utiliser des prisonniers pour des travaux forcés (voir chapitre 6.c.).

Il n'était pas rare de voir des mineurs incarcérés dans les mêmes locaux que les adultes, ou des enfants de bas âge accompagnant leur mère en prison. Parmi les 20.106 prisonniers que compte le pays, environ 455 étaient âgés de moins de 18 ans. Les prévenus étaient parfois détenus dans le même quartier que les condamnés.

D'une manière générale, le gouvernement a autorisé le Comité International de la Croix Rouge (CICR) et certaines ONG à effectuer un monitoring indépendant des conditions carcérales, et l'on a vu de telles visites au cours de l'année.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La constitution et la loi prévoient la tenue d'un processus équitable pour tout individu accusé de crimes et interdisent

l'arrestation et la détention arbitraires. Toutefois, le gouvernement n'a pas toujours respecté ces dispositions.

Rôle de la Police et du Système de Sécurité

La police nationale se trouve sous la direction du Ministère chargé de la Sécurité Publique et est responsable de l'application de la loi et du maintien de l'ordre en milieu urbain. Le reste du territoire est placé sous la responsabilité de la Gendarmerie Nationale, elle-même sous la tutelle du Ministère de la Défense Nationale.

La police nationale et la gendarmerie ont fait face au problème de manque de formation et d'équipement, insuffisance de salaire, et la corruption qui gagnait en intensité. Au cours de l'année, le gouvernement a engagé des poursuites contre un certain nombre d'éléments de force de l'ordre pour corruption.

En octobre, 16 officiers marinières et de gendarmes ont été arrêtés pour leur implication dans un trafic d'armes de poing, de grenades, et d'AK-47 à Diego Suarez. À la fin de l'année, l'affaire était encore en instruction et les prévenus attendaient toujours leur procès.

Arrestation et détention

La loi stipule qu'un mandat d'arrêt est requis avant de procéder à une arrestation, sauf dans le cas de course-poursuite. Cependant, des individus ont été détenus et incarcérés suite à une simple accusation d'une personne. Les prévenus jouissent généralement du droit aux services d'un conseil juridique et le droit d'être informés des charges pesant contre eux, mais le gouvernement assignait uniquement un avocat pour les prévenus indigents faisant face à des peines de plus de cinq ans d'emprisonnement. Un système de bail existe, mais peu de prévenus ont y avoir accès dans la pratique. Les magistrats avaient souvent recours à un instrument appelé mandat de dépôt, par lequel les prévenus étaient détenus pendant toute la période précédant leur procès. D'une manière générale, les familles des prisonniers ont été promptement autorisées à leur rendre visite, mais de telles visites ont été plus restreintes pour certains prisonniers, tels que ceux incarcérés en isolement cellulaire.

Au cours de l'année, les forces de l'ordre ont arrêté des étudiants manifestants et des membres de l'opposition (voir chapitres 2.b. et 3).

La détention préventive de longue durée était un problème grave. La loi stipule qu'un suspect criminel doit être inculpé ou relâché dans les 48 heures suivant son arrestation. Le gouvernement a cependant détenu des individus pour des périodes dépassant considérablement ce délai avant de les inculper ou de les relâcher. Selon le Ministre de la Justice, la loi n'impose aucune limite quant à la durée de la détention préventive des crimes spécifiques comme le vol de bovidés. En fait, ce crime ne peut être jugé que par une cour criminelle spéciale, qui ne siège qu'une fois par an dans certaines juridictions. Au mois de février, le Ministère de la Justice a ordonné la remise en liberté d'un prévenu ayant été détenu pendant 19 ans sans chef d'inculpation dans la prison de Tsiafahy. Il a été arrêté et accusé de vol de bovidés, mais son dossier a été égaré pendant des années, d'où l'impossibilité de le condamner ou de le relâcher.

Selon les statistiques du Ministère de la Justice, environ 65 pour cent de l'ensemble de la population carcérale était en détention préventive. Le retard de procès était le résultat d'un mauvais système de maintien des archives, du système judiciaire désuet qui garde les accusés en détention jusqu'à leur procès nonobstant la gravité des charges contre eux, du nombre insuffisant de magistrats par capita, du manque de ressources, et de la difficulté d'accès aux endroits enclavés du pays. Malgré les protections légales, les détentions préventives ont souvent dépassé un an. Nombreux étaient les détenus dont la durée de la détention préventive a dépassé la peine maximale prévue pour la charge contre eux.

Le gouvernement a pris des étapes considérables pour redresser le problème grandissant de la détention préventive. Au mois de janvier, une loi sur l'octroi de la « liberté provisoire » a été votée afin de donner à des détenus éligibles le droit d'être relâché pour bonne conduite après avoir servi la moitié de leur peine. Au mois d'avril, le Ministre de la justice a annoncé que dorénavant, le mandat de dépôt ne serait plus utilisé que pour des cas graves. Le Ministère de la Justice a commencé à évaluer l'efficacité des magistrats et s'est fixé l'objectif de juger toutes les affaires datant de 2004 avant la fin de l'année. De son côté, le gouvernement a commencé à procéder à une évaluation des tribunaux à l'échelle nationale et à dispenser une formation sur les droits de l'homme pour les magistrats.

Amnistie

Le gouvernement a accordé 7.279 grâces au cours de l'année, dont une partie a été destinée à alléger la surpopulation carcérale et l'accumulation de dossiers au niveau de la justice. 1.572 de ces grâces ont été décidées par le Président Ravalomanana à l'occasion des festivités du 26 juin, en même temps qu'une réduction de peine de 12 mois pour 5.707 autres prisonniers. La plupart des grâces étaient réservées à ceux qui avaient été incarcérés pour des crimes non violents et avaient purgé au moins 15 ans de leur peine ou étaient âgés de plus de 70 ans.

e. Refus d'un procès public équitable

Bien que La Constitution stipule l'indépendance de la justice, celle-ci était susceptible d'influence de l'exécutif à tous les niveaux et était parfois corrompu. Une grève des magistrats ayant eu lieu en 2005 a été conclue au mois de janvier quand le Parlement a ratifié un statut interdisant aux magistrats de faire de la grève, et augmentant les salaires de ces derniers. À la fin de l'année, un juge a fait l'objet d'une enquête pour corruption par le comité de discipline interne.

L'appareil judiciaire se trouve sous l'égide du Ministère de la Justice et comporte quatre niveaux. Les Tribunaux de Première Instance jugent les affaires civiles et criminelles passibles d'amendes et de peines limitées. La Cour d'Appel comprend la cour criminelle de première instance pour les cas passibles d'une peine de 5 ans et plus. La Cour Suprême juge les affaires en appel provenant de la Cour d'Appel. La Haute Cour Constitutionnelle (HCC) vérifie La Constitutionnalité des lois, décrets et ordonnances et les contentieux électoraux. La justice comprend aussi des cours spécialisées destinées à traiter des cas tels que le vol de bovidés.

Les tribunaux militaires sont réservés aux procès du personnel militaire. Ces tribunaux suivaient généralement les procédures du système judiciaire civil, sauf que des officiers militaires sont inclus parmi les membres du jury. Les accusés dans les procès militaires jouissent d'une procédure d'appel. Un magistrat civil, assisté d'habitude par un jury composé d'officiers militaires, préside les procès militaires.

La loi accorde aux institutions traditionnelles villageoises le droit de protéger leurs propriétés et de préserver l'ordre public. Un système judiciaire informel organisé par les communautés et appelé "*dina*" était utilisé dans certains milieux ruraux pour résoudre des litiges civils entre villageois sur des problèmes tels que le vol de bovidés. La loi limite les

décisions du *dina* à des dommages pécuniaires. Le processus du *dina* ne garantit pas les normes internationales du procès en bonne et due forme. Toutefois, il n'y a eu aucun rapport sur des *dina* ayant eu recours à des peines corporelles. Les décisions du *Dina* peuvent faire l'objet d'une procédure d'appel à travers les instruments judiciaires formels devant une cour d'une juridiction générale ou devant le Bureau du Médiateur. Ces derniers effectuent par la suite une enquête et tentent de trouver des réparations auprès des autorités judiciaires officielles.

Procédures de jugement

La loi accorde aux prévenus le droit de bénéficier d'une défense entière à toutes les étapes du procès. Les procès étaient tenus en public. Les prévenus ont le droit d'assister à leurs procès, d'être informés des charges pesant contre eux, de confronter des témoins, de produire des preuves, et d'interjeter appel contre des condamnations. La loi accorde ces droits à tous les citoyens sans exception.

Le gouvernement est tenu de désigner un avocat dans les affaires où les prévenus font face à des peines d'emprisonnement de 5 ans et plus. Le Ministère de la Justice a mené une étude pour déterminer s'il faudrait étendre ce droit à tous les autres détenus, surtout ceux qui ne peuvent pas s'offrir les services d'un avocat privé. Les avocats peuvent accéder aux preuves détenues par le gouvernement; mais les prévenus n'ayant pas d'avocat ne peuvent pas prétendre à cette prérogative. La loi prévoit une présomption d'innocence, mais cette présomption a souvent été négligée. La loi prévoit le recours aux jurys dans tous les cas, mais dans la pratique, ces jurys n'ont été appelés que dans des litiges relatifs au droit du travail.

En 2003 et 2006, l'ancien dirigeant politique en exil, Pierrot Rajaonarivelo, a été condamné *in absentia* pour complicité, abus de pouvoir, et détournement de fonds. Selon Rajaonarivelo, le gouvernement s'est caché derrière ces accusations -- pour lesquelles il a interjeté appel -- pour l'empêcher de jouir de ses droits humains et politiques de se présenter aux élections présidentielles, mais ce l'Etat a maintenu qu'il s'agissait d'une affaire strictement criminelle et que l'accusé doit se plier aux jugements du tribunal local ainsi qu'aux lois électorales. On l'a empêché de fouler le sol peu de temps avant la période électorale dans le souci de préserver la paix et la sécurité, et il a continué à faire appel contre sa condamnation à partir de l'étranger (voir chapitre 3).

Prisonniers et Détenus Politiques

Au cours de l'année, le processus d'appel en faveur du leader de l'opposition et membre de l'Assemblée Nationale Jean Eugène Voninahitsy contre sa condamnation en décembre 2005 pour trafic d'influence a été voué à l'échec. Les observateurs ont soupçonné des motifs politiques derrière les accusations et la condamnation, soulevant que de telles accusations auraient normalement dû impliquer le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO), lequel n'a joué aucun rôle dans l'affaire (voir chapitre 3).

Procédures judiciaires civiles et voies de recours

Une justice indépendante et impartiale s'occupe de toutes les affaires civiles, dont celles touchant les droits de l'homme. Cependant, les tribunaux ont parfois rencontré des difficultés dans l'application des jugements dans les affaires civiles.

f. L'Interférence Arbitraire avec la vie privée, la famille, la résidence, ou la correspondance

De tels actes sont interdits par la loi, et contrairement à l'année précédente, aucun rapport n'indiquait une interférence arbitraire du gouvernement dans la vie privée, la famille, la résidence ou la correspondance en dehors d'un processus légal.

Chapitre 2 Respect pour les Libertés Civiles, dont:

a. La liberté d'expression et de la presse

Bien que la constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et de la presse, le gouvernement a limité ces droits dans la pratique. Des rapports ont indiqué que certains responsables gouvernementaux ont fait pression sur les médias pour restreindre leurs couvertures critiques à l'endroit de supposées malversations du gouvernement et ont intimidé des journalistes. Des journalistes ont pratiqué une autocensure.

Il y avait 14 principaux quotidiens appartenant à des privés et plusieurs autres publications privées de couverture nationale et locale qui sortaient moins fréquemment. *Le Quotidien*, qui appartient au Président, a été le journal quotidien sur lequel l'Etat a usé le plus de son influence. L'ampleur de l'analphabétisme et le système désuet de distribution des

publications mises sous presse dans la capitale ont limité l'effet de la presse écrite.

Les réseaux de télévision et de radio bénéficiant d'une couverture nationale appartiennent à l'Etat. Cependant, la station télévision et radio privée MBS, appartenant au Président, a aussi bénéficié d'une couverture nationale, parfois atteignant même des régions qui ne sont pas desservies par les réseaux publics. Vers la fin de l'année, le Ministère des Télécommunications, de la Poste et des Communications ne s'est pas encore prononcé sur les demandes d'autorisation de couverture nationale soumises par d'autres stations télévision privées. Pendant ce temps, le ministère a effectué des essais techniques pour une diffusion nationale par satellite. Il y avait environ 232 stations radio (dont 137 ayant une licence légale), et 29 stations télévision (dont 20 munies d'une licence légale). La presse internationale a été autorisée à exercer en toute liberté.

Le rapport annuel de *Reporters Sans Frontières* sur la liberté de la presse dans le monde a indiqué que la performance du pays s'est considérablement améliorée au cours de l'année, grâce à une année généralement calme. Néanmoins, des rapports occasionnels ont indiqué que des journalistes ont été arrêtés ou fait l'objet d'harcèlement.

Suite au coup d'état manqué du Général Andrianafidisoa ("Général Fidy") le 17 novembre, des journalistes de la Radio Don Bosco et de la station TV Plus se sont plaints que des responsables gouvernementaux les ont avertis de cesser tout reportage sur les actes du Général Fidy pour ne pas attiser la situation précaire de la sécurité, sinon ils risquaient la fermeture. En plus, suite aux présumés faits erronés relates concernant la tentative de coup d'état, le Président Ravalomanana a fait une sévère remontrance publique à l'encontre de tous les journalistes et patrons de média, pour que ces derniers recourent les informations avant de les rendre publiques, sinon il prendrait des mesures à leur encontre. Ultérieurement, le Ministre des Télécommunications s'est entretenu avec les journalistes issus du Comité de Crise pour la Défense de la Presse, afin de les rassurer que l'Etat ne profère aucune menace contre eux. Un journaliste d'une station radio privée à Antananarivo a été interdit d'antenne par son supérieur au sein de la station jusqu'à nouvel ordre.

Le 7 octobre, des sources ont indiqué que la police aurait arrêté et maltraité Eloi Ravelonjato à Tamatave, bien que ce

dernier ait montré son badge de journaliste, au cours de la manifestation organisée pour accueillir le leader exilé de l'AREMA Pierrot Rajaonarivelo (l'AREMA est un parti politique de l'opposition). Les forces de l'ordre avaient saisi son appareil photo et l'ont frappé à la tête et à la nuque avant de l'emmener dans un camion pour être enquêté. Il avait été relâché plus tard la même nuit.

La Radio Say à Toliara, fermée par l'Etat en 2004, était encore fermée.

D'une manière générale, les médias ont été actifs et ont exprimé toute une variété de points de vue. Ceci étant, certains journalistes travaillant dans les médias publics se sont abstenus de critiquer le gouvernement, tandis que d'autres travaillant dans les médias privés ont dû suivre l'orientation politique du propriétaire. Des rapports ont indiqué qu'un journaliste travaillant pour une station radio privée à Fort Dauphin n'a pas été autorisé à émettre des critiques à l'encontre du gouvernement, vu que le propriétaire de la station avait soutenu l'administration.

Des agences gouvernementales, des sociétés privées ainsi que des partis politiques ont parfois versé des pots-de-vin à des journalistes, lesquels ne percevaient que des salaires minimum ou même des montants moindres, pour assurer une couverture positive de certains événements.

À la différence de l'année précédente, aucun rapport n'a indiqué que l'Etat ait détenu des journalistes pour diffamation.

Le gouvernement a continué à refuser d'octroyer un visa long séjour à Olivier Péguy, correspondant de Radio France Internationale, qui a critiqué les actes perpétrés par le camp Ravalomanana pendant la crise politique de 2002. Au mois de juin 2005, l'ONG internationale « Comité pour la Protection des Journalistes » a adressé une lettre ouverte au Président Ravalomanana, exhortant le gouvernement à renouveler le visa de M. Péguy, mais n'a eu aucune suite. Radio France Internationale a désigné un autre correspondant au pays.

Liberté dans l'utilisation de l'Internet

Il n'y a eu aucune restriction gouvernementale contre l'accès à Internet. De l'autre côté, aucun rapport n'a indiqué que le gouvernement ait surveillé les courriels ou les *chatrooms* sur Internet. Des individus et groupes ont pu s'engager dans

l'expression pacifique de leurs points de vue via Internet, y compris par le courrier électronique. L'accès public à Internet a été particulièrement réservé aux milieux urbains. En général, la technologie moderne et l'infrastructure nécessaires ont été introuvables dans les milieux ruraux.

Liberté académique et Evénements culturels

Il n'y a eu aucune restriction gouvernementale sur la liberté académique ou les événements culturels.

b. Liberté de Réunion et d'Association Pacifique

Liberté de Réunion

La constitution et la loi prévoient la liberté de réunion, mais le gouvernement a parfois limité ce droit. Il y a eu rapports issus de différentes parties du pays, selon lesquels des membres de l'opposition n'ont pas été autorisés à organiser des manifestations publiques dans des zones spécifiques, telles que les stades. Le maire d'Antananarivo a interdit toute manifestation politique dans les rues, afin de protéger les infrastructures de la ville. La police a dispersé avec force plusieurs manifestations au cours de l'année, ayant fait un mort, plusieurs blessés et donné lieu à de nombreuses arrestations.

Dans la période précédant l'élection présidentielle, des candidats de l'opposition ont rapporté aux médias qu'on leur a parfois mis des bâtons dans la roue quand ils ont essayé d'organiser des réunions publiques. Le 21 mai, le membre de l'opposition Herizo Razafimahaleo a indiqué que des responsables gouvernementaux locaux ont indirectement entravé ses droits de rassembler ses supporters, en verrouillant l'endroit prévu pour le rassemblement, bien qu'il se soit préalablement muni de l'autorisation officielle pour y tenir sa réunion. Le même jour, l'émission télévisée dans laquelle il a été prévu intervenir aurait été annulée pour cause de "problème technique."

Le 07 octobre, la police et les gendarmes ont tabassé et arrêté des manifestants rassemblés à l'aéroport de Toamasina à l'occasion du retour du leader politique exilé Pierrot Rajanarivelo. Nirilala Antonio Rakotondralambo, qui a été parmi les six manifestants arrêtés au cours de la manifestation, est décédé plusieurs jours plus tard. Certains rapports ont indiqué que son décès a résulté des coups assenés par les forces de l'ordre au cours de son arrestation. Suite à ces allégations, le

Ministre de la Sécurité Publique a reconnu que feu Rakotondralambo a pu recevoir "des coups mineurs" au moment où les forces de l'ordre ont essayé de contenir les manifestants, mais a ajouté qu'au moment de son relâchement, feu Rakotondralambo a signé une déclaration selon laquelle il n'a pas été torturé pendant sa détention. Et le Ministre d'ajouter que le défunt a bel et bien repris son travail deux jours avant son décès. Selon les observateurs, le défunt a probablement signé ladite déclaration de son propre gré.

Au mois de février, à l'Université de Antsirananana (appelé aussi Diego Suarez), la police a utilisé la force pour disperser des étudiants manifestants contre les conditions qui s'empirent à l'université. Un étudiant a eu un bras fracturé tandis que 104 étudiants ont été arrêtés. Ils ont tous été relâchés avant la fin de l'année.

Aucune action n'a été prise au cours de l'année à l'encontre des forces de l'ordre responsables de blessure sur des manifestants en 2005 et en 2004.

Liberté d'Association

La constitution et la loi prévoient le droit d'association et accordent aux citoyens le droit de constituer des partis et associations politiques. Cependant, the constitution interdit aussi de manière explicite les associations qui "remettent en cause l'unité de la nation, et celles qui prônent le totalitarisme ou la ségrégation ethnique, tribale ou religieuse." Il y a eu nombreux partis politiques.

c. Liberté de Religion

La constitution et la loi prévoient la liberté de religion, et d'une manière générale, le gouvernement a respecté ce droit dans la pratique. Toutefois, le gouvernement a continué à bannir le Nouvelle Eglise Protestante à Madagascar (FVPM) (qui s'est scindée de l'Eglise réformée Protestante de Jésus Christ à Madagascar (FJKM)), parce que la première a illégalement occupé une propriété assignée à la FJKM. Au mois d'avril, la chambre administrative de la Cour Suprême a ordonné au gouvernement de fournir des preuves solides pour le besoin de bannir la FVPM. L'affaire a encore été en suspens à la fin de l'année. L'Eglise Universelle du Royaume de Dieu a aussi été encore fermée pour menace de trouble à l'ordre public.

La loi requiert aux organisations religieuses de se faire enregistrer auprès du Ministère de l'Intérieur. Les organisations religieuses qui ne remplissent pas les conditions établies par le Ministère peuvent se faire enregistrer comme de simples associations, et n'ont pas le droit de recevoir des dons ni tenir des services religieux. Selon les estimations des responsables du Ministère de l'Intérieur, il y a eu plus d'un millier d'organisations religieuses opérant sans reconnaissance officielle dans le pays, soit en tant qu'associations ou en tant qu'organisations officieuses.

Abus et Discrimination au sein de la société

Le pays compte une petite population Juive. Il n'y a eu aucun rapport sur des incidents antisémites au cours de l'année.

Pour une discussion plus détaillée sur ce sujet, veuillez consulter le *Rapport International sur la Liberté Religieuse en 2006*.

d. Liberté de mouvement dans le pays, voyage à l'étranger, émigration, et rapatriement

La constitution et la loi prévoient ces droits, et d'une manière générale, le gouvernement les a respectés dans la pratique. Toutefois, au cours de l'année, le gouvernement a continué à interdire le retour au pays du leader politique exilé Pierrot Rajaonarivelo (voir chapitre 3).

La constitution n'interdit pas expressément l'exil forcé, mais le gouvernement n'y a pas eu recours. L'ancien président Ratsiraka et d'autres membres de son administration ont continué leur exil volontaire à la fin de l'année.

Certain membres de la communauté minoritaire Karana, dont la plupart ont été présents au pays depuis des générations, ont pourtant été déboutés dans leur demande de citoyenneté. Ils sont en fait des apatrides, et ne peuvent obtenir aucun document de voyage (voir chapitre 5).

Protection des Réfugiés

La loi ne contient pas de dispositions pour l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié conformément à la Convention de l'ONU en 1951 relative aux Statuts de Réfugiés ou son Protocole de 1967. Le gouvernement a cependant mis en place un système pour la protection des réfugiés. Dans la pratique, le gouvernement a

accordé sa protection contre le refoulement ou le renvoi d'individus vers un pays où ils craignent une persécution. Le gouvernement a accordé le statut de réfugié ou l'asile et a coopéré avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et d'autres organisations humanitaires pour donner son assistance au petit nombre de réfugiés dans le pays.

Chapitre 3 Respect des droits politiques: le droit des Citoyens de changer leur Gouvernement

La constitution et la loi accordent aux citoyens le droit de changer leur gouvernement d'une manière pacifique, et les citoyens ont exercé ce droit dans la pratique, en exprimant leur voix au cours des élections présidentielles. Pourtant, un certain degré de désordre a accompagné les trois changements de gouvernement qui se sont déroulés au cours des 14 dernières années.

Elections et Participation Politique

Au mois de décembre, le pays a tenu une élection présidentielle dans un calme et un ordre relatif, avec un taux de participation de 61.45 pour cent. Selon un certain nombre d'observateurs locaux et internationaux, les élections ont été, en général, libres et justes. Les candidats de l'opposition ont pu organiser librement des réunions et des conférences de presse pour faire la promotion de leurs idées et leurs critiques à l'encontre du gouvernement. Les observateurs ont pu accéder librement aux bureaux de vote pendant le scrutin et la décompte des voix. Les électeurs ont pu exercer leur droit sans aucune interférence; et les responsables auprès des bureaux de vote ont été compétents. Contrairement aux affirmations des membres de l'opposition, une étude d'observation menée par l'ONG internationale PACT a montré que les médias publics ont accordé un temps d'antenne gratuit et équitable aux 14 candidats à la présidentielle. Les observateurs internationaux ont relevé plusieurs failles dans la procédure mais ne les ont pas considérées comme des signes d'efforts systématiques visant à entraver un ou des candidat(s) particulier(s). Ceci dit, ces observateurs ont lancé un appel pour la tenue de réformes électorales avant les élections législatives de 2007.

Alors que les forces gouvernementales se sont abstenues de toute intimidation ou violence, le jour de l'élection, un groupe d'environ dix individus personnes ont mis à feu les urnes dans trois bureaux de vote dans la région de Toliara. L'ancien parlementaire AREMA de l'opposition Eloi Valoserana a été arrêté

pour ce crime, et son affaire a encore été en instruction à la fin de l'année. L'ancien parlementaire AREMA Eric Lemalade a aussi été arrêté pour avoir lancé des cocktails Molotov vers un bureau de vote à Tamatave. Cette affaire a aussi été en instruction.

Au cours de la période préparatoire de l'élection du mois de décembre, des partis de l'opposition, la société civile et des membres de la communauté internationale ont commencé à lancer un appel pour des réformes dans les mécanismes et institutions électoraux, notamment: le remplacement du bulletin multiple par un bulletin unique; la création d'une commission nationale électorale plus indépendante; la révision du code électoral pour inclure plus de sanctions contre la fraude et pour incorporer d'autres changements dans la machine électorale; et la mise en place de la liste électorale informatisée. De tout ce qui précède, la seule requête que le gouvernement a honorée a été la liste électorale informatisée. Le gouvernement a aussi fait des efforts pour distribuer les cartes d'identité nationale afin de faciliter l'inscription dans la liste électorale pour les quelques 1,5 million de citoyens qui ne possèdent aucun document d'indentification. Alors que les retards administratifs et les erreurs matériels dans ces deux initiatives ont donné lieu à des allégations de fraude émanant des groupes de l'opposition et de certains membres de la société civile, le gouvernement a improvisé des solutions de dernière minute qui ont eu aucun impact palpable sur l'organisation ou les résultats de l'élection.

Le Président Didier Ratsiraka et son parti AREMA ont dominé la scène politique du pays de 1974 à 2001, surtout en imposant des restrictions gouvernementales sur l'opposition politique. Les élections présidentielles de 2001 ont marqué un changement dans le paysage politique, avec la victoire contestée du président Marc Ravalomanana et de son parti TIM. Au cours des élections ultérieures, les individus et les partis ont été libres de déclarer leur candidature et de s'aligner à l'élection avec peu de restrictions. L'unique exception se trouve dans le cas de Pierrot Rajaonarivelo, un ancien haut responsable du régime Ratsiraka, qui s'est exilé à Paris après la crise électorale de 2002. Condamné in absentia pour complicité d'abus de pouvoir et de détournement de fonds, Rajaonarivelo a affirmé que le gouvernement a utilisé ces condamnations pour entraver ses droits humains et politiques de se porter candidats à l'élection présidentielle. Après que Rajaonarivelo ait déclaré son intention de revenir au pays au mois d'octobre pour déposer sa candidature, le Président Ravalomanana a déclaré publiquement

que tous les citoyens sont libres de revenir au pays mais doit se plier aux décisions des tribunaux et à la loi électorale, qui interdit les criminels condamnés de se présenter aux présidentielles. Mais à maintes reprises, des responsables gouvernementaux ont entravé les efforts de Rajaonarivelo de revenir au pays, avançant des raisons de sécurité.

Une série d'attentats à la grenade survenus au cours de l'année ont semblé avoir des dessous politique. Au mois d'août et de septembre, la police a arrêté sept personnes en relation avec des attentats à la grenade simultanés contre les locaux de la Haute Cour Constitutionnelle et the les résidences du Ministre de l'Intérieur Charles Rabemananjara et du Général Bertini Rajoelson. Au moins trois de ces personnes arrêtées étaient des anciens "réservistes," un terme utilisé pendant la crise politique de 2002 pour les forces de l'ordre officieuses de Ravalomanana. La plupart de ces réservistes ont par la suite été de plus en plus désenchantés par Ravalomanana. A part l'un des auteurs de l'attentat qui a été blessé par les tirs des gardes, les attentats à la grenade n'ont causé aucune blessure. À la fin de l'année, les personnes arrêtées ont été en détention préventive, et l'investigation a poursuivi son cours.

Il y a eu une femme dans le Gouvernement, huit parmi les 160 députés, et 10 parmi les 90 sénateurs. L'une des 22 chefs de régions désignés a été une femme.

Il y a eu 12 députés Musulmans, un Hindou, et deux Sino-Malagasy à l'Assemblée Nationale, et huit Musulman au Sénat. Des Sino-Malagasy et des Musulmans ont aussi occupé des postes dans l'administration. Les résidents d'origine Indo-pakistanaise n'ont pas été représentés dans le gouvernement puisque peu d'entre eux ont eu la citoyenneté (voir chapitre 5).

Corruption au sein du Gouvernement et Transparence

La corruption a continué à constituer un problème grave dans tout le gouvernement, mais selon Transparency International, le pays a amélioré sa performance par rapport à l'année dernière concernant l'indice de perception de la corruption.

Le premier plan d'actions du gouvernement et les lois contre la corruption ont été adoptés en 2004, dont la mise en place du BIANCO-- Bureau Indépendant Anti-Corruption -- en tant qu'agence indépendante chargée de l'éducation contre, la prévention de, et l'investigation sur la corruption. Au départ, la stratégie a ciblé 10 secteurs-clé dont la justice, les douanes et la

police. Par la suite, cette stratégie a encouragé la création d'une nouvelle cour appelée *Chaîne Pénale*, la mise en place de cellules contre la corruption au sein de chaque ministère, et un réseau d'urnes pour recevoir les plaintes du public sur la corruption dans chacun des 111 districts du pays. Une stratégie de suivi couvrant la période 2005-07 a insisté sur la réduction de la corruption dans les secteurs-clé économique du tourisme, des mines et de l'industrie.

Pour Antananarivo, de janvier à novembre, le BIANCO a reçu 5.815 plaintes, parmi lesquelles le BIANCO a mené une enquête sur 640 plaintes relatives à la corruption, a transmis 137 cas au tribunal. Cela a entraîné l'arrestation de 201 personnes dont 56 ont été placées en détention préventive; tandis que le reste ont été libérées sous caution.

Au mois de mars, le BIANCO a ouvert un bureau dans la capitale régionale de Fianarantsoa, qui a recueilli 1.081 plaintes avant la fin de l'année. Le BIANCO a enquêté sur 327 cas, pour lesquels 63 arrestations ont eu lieu. Dix des personnes arrêtées ont été mises en détention préventive, et les 53 ont été libérées sous caution.

Le BIANCO a surveillé un réseau d'urnes pour les plaintes publiques dans les 111 districts que compte le pays. Au cours de l'année, des responsables du BIANCO ont continué à effectuer régulièrement une visite auprès des régions pour mener une campagne d'information sur sa mission et pour mener des enquêtes. Le programme de sensibilisation et d'éducation civique du BIANCO a inclus des émissions radio et télévision; des déclarations à la presse et des interviews; des affiches dans des aéroports, des locaux publics, et un peu partout dans chaque ville. Il y a aussi eu des expositions et des projections de film. Le BIANCO a conçu cinq types de manuels de lutte contre la corruption, et en a distribué 90.000 à des étudiants et des enseignants. Le BIANCO a dispensé une formation pour des responsables gouvernementaux locaux, des journalistes, des officiers de la gendarmerie et de la police nationale, ainsi que des Scouts et Eclaireuses. Le BIANCO a aussi organisé des séminaires éthiques pour des magistrats à Mahajanga, Fianarantsoa, et Tamatave. Afin de combattre la corruption persistante au sein de la police de la route, le BIANCO a conçu des livrets éducatifs intuitifs à utiliser pendant des sessions de formation pour la police locale.

Aucune loi ne prévoit l'accès du public aux informations concernant le gouvernement. Les matériels pédagogiques sur la

lutte contre la corruption-- comprenant des statistiques mises à jour tous les trimestres -- ont été mis à la disposition des citoyens et des non-citoyens, comme les médias étrangers, tandis que les affaires en instruction ont été considérées confidentielles. Ceux qui demandent des documents publics ont du se soumettre à un long processus bureaucratique, en partie à cause d'un manque de système d'archivage standard.

Chapitre 4 Attitude du gouvernement concernant les investigations internationales et non gouvernementales sur des allégations de violations des droits de l'homme

D'une manière générale, un certain nombre de groupes locaux et internationaux œuvrant dans le domaine des droits de l'homme ont exercé sans aucune restriction du gouvernement, menant des enquêtes et publiant les cas qu'ils ont trouvés dans le domaine des droits de l'homme. Les responsables gouvernementaux ont été coopératifs et réceptifs par rapport à leurs points de vue.

La constitution et la loi requièrent au gouvernement de créer des organisations apolitiques pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Cependant, la Commission Nationale pour les Droits de l'homme au sein du gouvernement a été inactive depuis 2002, au terme du mandat de ses membres. Le gouvernement n'a fourni aucune explication pour le retard dans la nomination des remplaçants.

Chapitre 5 Discrimination, Abus dans la société, et Traite de personnes

La constitution et la loi interdisent toutes formes de discrimination. Toutefois, aucune institution gouvernementale particulière n'a été désignée pour appliquer ces dispositions.

Les Femmes

La loi interdit la violence domestique, mais la violence domestique contre les femmes a été un problème. D'une manière générale, la police et les autorités légales sont intervenues quand on leur a signalé des abus physiques. Selon les médias, une grande partie des femmes ont fait l'objet d'abus domestiques, bien que la plupart des cas n'aient été signalés. L'un des quelques programmes gouvernementaux destinés à faire face à la violence domestique, le Ministère de la Population a travaillé avec une ONG à Antananarivo et à Fianarantsoa pour accorder un conseil légal aux victimes. Le Ministère de Justice

ne possédait aucune statistique sur le nombre d'auteurs d'abus domestiques poursuivis, condamnés ou punis.

La loi interdit le viol en général, mais ne stipule rien de particulier sur le viol perpétré par l'époux. Les peines d'emprisonnement variant de trois ans à la perpétuité, en fonction de facteurs tels que l'âge de la victime, la nature des relations du violeur avec la victime, et si la profession du violeur le met en contact avec des enfants. Les viols perpétrés à l'encontre des enfants et des femmes enceintes ont été passibles de travaux forcés. Une peine supplémentaire de deux à cinq ans d'emprisonnement pourrait s'ajouter s'il y a eu coups et blessures. En général, le gouvernement a appliqué ces peines pour tous cas de viol signalé et confirmé par la justice.

La prostitution n'est pas un crime, mais les activités y afférentes, comme le proxénétisme et l'incitation de mineurs à la débauche, constituent des actes criminels. La prostitution a été présente partout et a été particulièrement visible dans les zones fréquentées par les touristes.

Le tourisme sexuel a été un problème qui prenait de l'ampleur parallèlement à la croissance de la filière tourisme. Au mois de septembre 2005, le Président Ravalomanana a lancé un avertissement à l'endroit des étrangers qui comptent venir pour le tourisme sexuel. Le gouvernement a poursuivi sa campagne de sensibilisation nationale en apposant des affiches dans les aéroports et des hôtels, à part l'avertissement couvrant une page entière dans le petit livret remis par les services des douanes aux passagers des vols internationaux. Le tourisme sexuel est en général couvert par les lois concernant le harcèlement sexuel.

Il y a eu des rapports indiquant des cas de traite de femmes (voir chapitre 5, Traite de personnes).

Le harcèlement sexuel est contre la loi, mais cette pratique était très répandue, particulièrement dans les entreprises de zone franche. Le gouvernement a appliqué les lois contre le harcèlement sexuel quand les auteurs étaient traduits devant la justice; cependant, de tels cas ont été rarement signalés. Au début de l'année, une employée de l'entreprise Columbia Clothing Company à Antsirabe a déposé une plainte pour harcèlement sexuel. Sept employés -- deux Sri Lankais et cinq Malagasy -- ont été condamnés pour harcèlement sexuel, sommés de payer une amende, et ont écopé d'une peine d'emprisonnement de deux ans avec sursis.

En général, les femmes jouissent du même statut que les hommes. Selon la loi, les femmes ont une voix équitable dans le choix de l'emplacement de la résidence du couple et reçoivent généralement la moitié des avoirs du couple si le mariage était dissout. Les veuves avec enfants héritent de la moitié de la propriété commune du couple; tandis que celles sans enfants n'ont la priorité qu'après les parents qui survit à leur défunt mari. Dans la pratique, ces conditions n'ont pas toujours été respectées. Une tradition connue comme "le tiers coutumier," qui accordait aux femmes le droit à un tiers de la propriété commune d'un couple, a été observée par occasion. Bien que le pays soit partie à la Convention Internationale sur la Protection des Femmes, il n'y a eu aucun bureau gouvernemental spécifique chargé de l'application des droits légaux des femmes.

Il y a eu relativement peu de discrimination de la société contre les femmes dans les milieux urbains, où plusieurs femmes avaient ou géraient des affaires et occupaient des postes de direction dans des entreprises privées et des sociétés d'Etat. En 2003 (données les plus récentes disponibles), le Ministère du Travail a indiqué que 30 pour cent des entreprises dans le secteur formel et 53 pour cent de celles dans le secteur informel appartenaient à des femmes. Toutefois, les femmes ne peuvent pas occuper des postes qui pourraient mettre leur santé, sûreté et morale en danger.

Un certain nombre d'ONGs se sont concentrées sur l'éducation civique des femmes et des jeunes filles et ont publié et leur ont expliqué leurs protections légales spécifiques. Cependant, à cause de l'analphabétisme, des traditions culturelles, et un manque de connaissances sur leurs droits, peu de femmes ont officiellement déposé des plaintes ou recherché des remèdes quand leurs droits légaux étaient compromis.

Les enfants

Les ministères de la santé, de l'éducation, et de la population sont chargés de divers aspects du bien être des enfants. Toutefois, le manque de financement les a forcés à offrir des services inadéquats et empêchés de compiler des statistiques fiables.

La Constitution stipule un enseignement public gratuit pour tous les enfants citoyens et rend l'éducation primaire obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans. Toutefois, selon une étude menée par la Banque Mondiale en 2004, 68 pour cent des enfants en âge

d'aller à l'école seulement y étaient inscrits (voir chapitre 6.d.). En général, les enfants des milieux ruraux ont poursuivi leurs études jusqu'à l'école secondaire, alors que ceux des milieux urbains vont jusqu'à l'étape du baccalauréat pour rejoindre l'université. Garçons et filles ont joui du même droit d'accès à l'éducation et aux soins médicaux.

En 2004, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et le gouvernement ont lancé une campagne de trois ans pour augmenter le nombre d'enfants munis d'actes de naissance. Le pays ne dispose d'aucun système uniforme pour enregistrer les naissances, alors que les enfants sans actes de naissance n'étaient éligibles ni pour l'école ni pour les services sanitaires. Une étude menée par l'INSTAT, le bureau gouvernemental chargé des études statistiques, en 2003-04, a révélé que 25 pour cent des enfants de moins de cinq ans au pays n'ont pas d'acte de naissance.

L'âge légal pour le mariage sans autorisation parentale est de 18 ans pour les garçons et les filles. La loi permet, sous réserve d'une autorisation parentale, le mariage de jeunes filles à partir de 14 ans et des jeunes garçons à partir de 17 ans. Les tribunaux peuvent valider des mariages à un âge encore plus précoce, avec une autorisation parentale, pour des "raisons graves" telles que la grossesse.

Dans les milieux ruraux, la plupart des se sont unis selon les cérémonies traditionnelles locales, en dehors du système légal et souvent à un jeune âge. Certaines de ces unions ont été par la suite formalisées pendant des cérémonies civiles quand le couple en a eu le moyen ou quand ils ont eu besoin d'un acte de mariage. Dans peu de régions rurales, de jeunes filles ont subi des pressions pour sortir du cercle parental et se marier, juste après la puberté. Cela leur permettait de prouver leur capacité de porter un enfant, une condition préalable virtuelle pour le mariage. Des parents ont construit des "maisons" à chambre unique pour leurs filles afin que celles-ci puissent commencer à "courtiser", peu de temps après quoi lesdites filles sont entrées dans des unions traditionnelles informelles.

Le mariage précoce a existé dans les grandes villes, mais a été beaucoup moins fréquent. Les jeunes filles urbaines ont eu tendance à rester à l'école plus longtemps que celles de leur homologues ruraux. Selon des rapports officiels, des parents ont arrangé le mariage de leur fille(s) mineure(s) avec des hommes plus vieux pour de l'argent.

La prostitution des enfants a été un problème et a constitué l'une des principales formes de travail des enfants. Selon une étude continue menée par le Programme du Bureau International du Travail (BIT) pour l'Élimination de Travail des Enfants (IPEC), il y a eu environ 700 à 800 enfants prostitués dans la ville de Nosy Be et plus de 2.000 à Tamatave. Certains de ces enfants prostitués ont indiqué qu'ils gagnent plusieurs fois le salaire mensuel moyen. Le clan Bara Iatsanta à Ivohibe a pratiqué une tradition appelée "tsenan'ampela" - ou "marché de filles"-- où des adolescentes vont au marché de bovidé local, soit de leur propre gré soit envoyé par leurs parents, pour y être "louées" pour la nuit par de riches propriétaires de bovidé.

Il y a eu des rapports sur le traite d'enfants (voir chapitre 5, Traite de personnes).

Le travail des enfants, dont le travail forcé, a été un problème (voir chapitre 6.d.).

Bien que l'abandon d'enfants soit contre la loi, cela a constitué un problème grandissant à cause de la pauvreté extrême et le manque de soutien familial. Il y a eu quelques abris pour les enfants des rues, et en général, les agences gouvernementales ont d'abord essayé de placer les enfants abandonnés chez des parents ou d'autres familles. D'une manière générale, les orphelinats et l'adoption ont été les derniers recours. Afin de faire face à l'abandon d'enfants, le réseau multisectoriel pour les droits et la protection des enfants mis en place par le Ministère de la Population en 2002 a exercé dans 11 villes dans les six provinces. A Diego Suarez, le réseau a rassemblé 22 entités issues du gouvernement, des représentants de la loi, du secteur privé, et des organisations caritatives, pour traiter les cas individuels d'abus contre les enfants et l'abandon d'enfants, allant de la plainte initiale jusqu'au procès, y compris assistance médicale et conseil juridique pour les victimes.

Traite de personnes

La loi n'interdit pas expressément la traite de personnes, et il y a eu des rapports indiquant que des personnes ont été victimes de traite. La grande majorité de cas de traite de personnes ont été internes, surtout des enfants trafiqués des milieux ruraux pour travailler comme prostitués et domestiques dans des zones urbaines. La traite à l'échelle internationale a été rare, avec des rapports indiquant un nombre limité des femmes et des jeunes filles trafiquées pour se prostituer entre le pays et les îles

voisines de Maurice et La Réunion. Plusieurs victimes de la traite de personnes ont subi des abus physiques et mentaux.

Les principaux auteurs de traite de personnes allaient de criminels organisés à des "amis", en passant par des familles éloignées. En général, les auteurs de la traite de personnes ont profité des jeunes filles et jeunes garçons venus des milieux ruraux en leur promettant des opportunités d'emploi dans les centres urbains. En général, les victimes ont été transportées par des *taxi-brousses*. Les auteurs de la traite de personnes aux alentours de la région d'Ilakaka, dans le Sud, ont forcé des enfants--parfois leur propre progéniture--à quitter le centre urbain de Tuléar et à aller travailler dans des mines situées dans des endroits reculés.

Les auteurs de la traite de personnes peuvent être poursuivis selon les provisions du code pénal et du code du travail, qui interdisent la pédophilie et tourisme sexuel. Le Ministère de la Justice est responsable de l'application; cependant, aucun rapport n'a indiqué des arrestations relatives à la traite de personnes au cours de l'année.

Le gouvernement a considéré la lutte contre la traite de personnes comme l'un de ses principaux objectifs pour l'année. Il a poursuivi sa stratégie destinée à faire face au travail des enfants et la traite de personnes dans tout le pays. Pour sensibiliser le public sur la nature de la traite de personnes et les pires formes de travail des enfants, le Ministère de l'Enseignement a mené des sessions de formation dans plus de 100 écoles et des associations parentales dans tout le pays. Le Ministère du Tourisme et de la Culture a dispensé une formation pour 250 personnels de la filière tourisme afin de sensibiliser sur le problème de tourisme sexuel. Le Ministère a aussi effectué une campagne d'information aux personnes à risques de la traite. Le Ministère de la Jeunesse et des Sports a formé les membres de son staff régional qui travaillent avec les jeunes, pour qu'ils soient vigilants dans la prévention de la traite de personnes. Le Ministère des Télécommunications et de la Communication a conçu des affiches avec des messages contre le tourisme sexuel et a projeté un film produit par l'UNICEF sur l'exploitation sexuelle, dans tout le pays. Le Ministère de la Population a entrepris une campagne massive pour délivrer des certificats de naissance qui aideront à prévenir tout éventuel trafic de bébés. Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité Publique a mené des programmes pédagogiques sur l'exploitation des enfants à l'endroit des écoles, gérants d'hôtels, districts de "zone rouge", policiers et des gendarmes. En termes de protection et

d'assistance aux victimes, une partie des 36 enfants travailleurs admis dans les trois centres d'accueil du pays a reçu une formation professionnelle et une autre partie a été remise à l'école. 20 autres enfants travailleurs ont été identifiés pour recevoir une formation professionnelle et 20 autres pour des cours de rattrapage.

Les handicapés

La loi interdit la discrimination contre les handicapés physiques et mentaux, et il n'y a eu aucun rapport indiquant une discrimination officielle contre les handicapés dans le monde du travail, de l'enseignement, ou dans l'accès aux services publics. La loi prévoit une large définition des droits de handicapés et prévoit la mise en place d'une commission nationale ainsi que de sous-commissions régionales pour la promotion des droits des handicapés. Le gouvernement a mis sur pied une commission nationale ainsi que des sous-commissions régionales qui se sont attelées dans la confection de cartes d'identité pour les handicapés pour leur assurer un certain niveau de traitement dans les endroits publics. Des ONG internationales et nombreuses associations locales, dont le Collectif des Organisations de Plaidoyer pour les Handicapés, ont œuvré pour l'adoption d'une loi instituant un accès équitable pour les handicapés.

Il y a eu plus de 30 centres éducatifs pour handicapés dans le pays. Des rapports ont indiqué que des principales écoles ont rejeté des étudiants handicapés pour manque d'installations adéquates.

Le gouvernement a poursuivi l'effort lancé en 2004 pour recruter des handicapés aux niveaux national et régional du gouvernement et a ordonné que les handicapés bénéficient d'un traitement médical dans les centres médicaux publics et privés; d'un emploi sans discrimination; d'une éligibilité pour des postes vacants dans l'administration; et d'une éducation dans les écoles publiques et les centres de formation professionnelle, qui ont été responsables de leur assurer un accès adéquat.

L'insuffisance de budget a continué à obstruer le soutien pour ces initiatives au cours de l'année. Une étude menée en 2005 par Handicap International a révélé que les handicapés ont rarement eu accès aux soins médicaux ou reçu une formation professionnelle, et ont été souvent victimes de violence physique, surtout les femmes et les jeunes filles.

Minorités nationales/raciales/ethniques

Le Malagasy, de descendance Malaisienne-Polynésienne, Africaine et Arabe, est composé de 18 ethnies, un terme qui ne s'accompagne d'aucune connotation péjorative dans le pays. Aucune de ces 18 ethnies n'a constitué une majorité. La grande majorité des Malagasy parlent une seule langue Malagasy. Il y a aussi eu des minorités Indo-Pakistanaïses, Comoriennes et Chinoises dans le pays.

Suite à une longue histoire de conquête militaire, les groupes ethniques d'origine asiatique des hauts plateaux, notamment les Merina, se sont attribués une domination politique sur les groupes côtiers de descendance Africaine. Ce déséquilibre a alimenté une tension virtuelle entre les citoyens des hauts plateaux et les côtiers. L'origine ethnique, la caste, et la solidarité régionale ont souvent constitué des facteurs de recrutement.

Une communauté Indo-Pakistanaïse économiquement solide, que l'on appelle communément Karana, a été présente depuis un siècle. Traditionnellement engagés dans le commerce, les Karana comptaient environ 20.000 membres. Peu d'entre eux ont eu la citoyenneté, que l'on acquiert à travers une mère née à Madagascar ; tandis que nombreux ont pensé avoir été écartés d'une participation entière au sein de la société et soumis à une discrimination.

Chapitre 6 Droits des travailleurs

a. Le droit d'association

La loi stipule que les travailleurs du secteur public et privé peuvent établir et s'adhérer à des syndicats de travail de leur choix, sans une autorisation préalable ni des conditions excessives, et les travailleurs l'ont fait dans la pratique. Cependant, les travailleurs essentiels, dont la police et le personnel militaire, ne peuvent pas former des syndicats. Les syndicats ont été tenus de se faire enregistrer auprès de l'Etat, et l'enregistrement a été accordé d'une manière routinière. Selon les statistiques du Ministère de la Fonction Publique et du Travail, 14 pour cent des travailleurs dans les entreprises zones franches et 10 pour cent de tous les travailleurs ont été membres de syndicat. Selon ce même Ministère, environ 73 pour cent de la main d'œuvre ont été engagées dans l'agriculture. Le gouvernement n'a pu fournir aucune statistique fiable concernant le nombre de fonctionnaires participant dans les syndicats. Toutefois, on croyait en

général que peu de fonctionnaires ont été membres de syndicat malgré l'existence de plusieurs syndicats de fonctionnaires.

La loi interdit la discrimination par les employeurs contre les organisateurs ou membres des syndicats, et contre des syndicats. Cependant, le Ministère de la Fonction Publique et du Travail a indiqué que certains employés n'ont pas adhéré à des syndicats par peur de représailles. En cas d'actions contre des syndicats, ces derniers ou leurs membres peuvent poursuivre l'employeur devant une cour civile.

b. Le droit de s'organiser et faire une convention collective

La loi accorde aux syndicats le droit de mener leurs activités sans interférence, et d'une manière générale, le gouvernement a respecté ce droit dans la pratique. La loi donne aussi aux travailleurs du secteur privé le droit de faire des conventions collectives, et le pays compte 34 contrats basés sur des accords de convention collective. Les fonctionnaires, dont ceux dans les services essentiels, n'ont pas recours aux accords de convention collective. Le gouvernement détermine les salaires des fonctionnaires et donne son approbation pour les salaires minimum proposés par le secteur privé (voir chapitre 6.e.).

La loi accorde à la plupart des travailleurs le droit de faire la grève, même dans les entreprises zones franches, et les travailleurs ont exercé ce droit. Toutefois, les fonctionnaires et les ouvriers maritimes disposent chacun de leur propre code du travail, et les travailleurs dans les autres services essentiels--tels que les magistrats--ont un droit légal mais restreint à la grève. Avant de déclencher la grève, la loi exhorte les travailleurs d'épuiser toutes les options par la conciliation, la médiation, et l'arbitrage. Au cours de l'année, il y a eu au moins cinq grèves.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

Le code du travail interdit le travail forcé ou obligatoire, y compris ceux par les enfants. Ceci étant, le gouvernement est parfois passé outre cette interdiction, particulièrement en ce qui concerne le travail des prisonniers. Au mois de janvier, le Ministère de la Justice a sorti un décret selon lequel les prisonniers et les prévenus ne peuvent plus être recrutés pour effectuer des travaux forcés pour le compte de responsables gouvernementaux, mais à titre privé, sauf si le prisonnier accepte les termes de l'emploi et la compensation pécuniaire

stipulée dans le code du travail. Des agences gouvernementales peuvent encore utiliser des prisonniers pour effectuer des travaux d'ordre public et, sauf pour les condamnés aux travaux forcés, ils ont droit à un salaire. Une étude menée par Ministère de l'Intérieur en 2004 a révélé des cas de travail forcé parmi des tireurs de pousse-pousse, des marchands ambulants et des apprentis.

Il y a eu des cas de travail forcé par des enfants (voir chapitre 6.d.).

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum pour le recrutement

L'âge minimum pour le recrutement a été de 15 ans, conformément aux conditions pédagogiques (voir chapitre 5). La loi interdit aux personnes moins de 18 ans de travailler la nuit et dans des sites où il existe un danger imminent contre la santé, la sûreté, ou la morale. Toutefois, le travail des enfants a été un problème. La loi permet aux enfants de travailler jusqu'à un maximum de huit heures par jour et 40 heures par semaine, sans heures supplémentaires. Les employeurs doivent observer une pause obligatoire de 12 heures entre les rotations de travail. Les restrictions sur la santé et la sûreté professionnelles comprennent l'autorisation parentale et une visite médicale avant tout recrutement.

La majorité des enfants travailleurs ont travaillé dans les filières agricoles et minières et en tant que domestiques (voir chapitre 5). Selon le Ministère de la Fonction Publique et du Travail, près de 13 pour cent des enfants urbains et 36 pour cent des enfants ruraux âgés entre 10 et 14 ans ont été employés de manière intermittente, dont la grande majorité dans les fermes familiales. En plus, 8 pour cent des enfants urbains et 22 pour cent des enfants ruraux âgés entre six et neuf ans ont aussi été employés. Plusieurs enfants dans les milieux ruraux ont quitté l'école pour aider dans la culture familiale, tandis que des enfants urbains ont souvent travaillé comme domestique et servants. Dans le secteur agricole, les enfants vivant dans les fermes de subsistance familiale peuvent commencer à travailler à un âge encore plus précoce. Dans les grandes villes, plusieurs enfants ont travaillé comme tireur de pousse-pousse, marchands ambulants et mendiants. Souvent, les conditions ont été hostiles. Selon les estimations du Ministère de la Fonction Publique et du Travail, plus de 19.000 enfants ont travaillé dans les mines d'Ilakaka, dans le Sud, et dans le secteur formel et dans l'informel. En 2003, l'IPEC a signalé que

des enfants aussi jeunes que huit ans ont été utilisés dans des mines puisqu'ils pouvaient manœuvrer dans les espaces contiguës plus facilement que les adultes. Des enfants ont aussi été exploités comme travailleurs commerciaux du sexe (voir chapitre 5).

Le Ministère de la Fonction Publique et du Travail est responsable de l'application des lois et politiques sur le travail des enfants dans le secteur formel. Le Ministère a mené 397 inspections générales du lieu de travail au cours de l'année, suite aux diverses plaintes qui n'ont pas toutes été liées au travail des enfants. Le ministère n'a compté que 77 inspecteurs pour assumer ces responsabilités. C'est la raison pour laquelle il a été difficile de surveiller et d'appliquer de manière efficace les dispositions sur les enfants. L'application de la loi dans le secteur plus vaste de l'informel est restée un grave problème. Les sanctions contre ceux qui violent les lois sur le travail des enfants ont été augmentées de plus en plus au cours de l'année, jusqu'à inclure des amendes allant de 500\$ à 1.500\$ (entre 1,05 et 3,15 millions Ariary) et des peines d'emprisonnement de un à trois ans.

Au cours de l'année, le gouvernement a poursuivi ses efforts destinés à combattre le travail forcé des enfants et la traite de personnes (voir chapitre 5). Plus tôt dans l'année, avec l'assistance du BIT, le gouvernement a lancé la campagne "carte rouge", dans laquelle des milliers de cartes rouges signalant l'impact négatif du travail des enfants et de la traite de personnes ont été distribués à des responsables d'écoles, à des étudiants ainsi qu'au grand public. Imprimées dans un certain nombre de dialectes Malagasy, les cartes rouges ont sensibilisé le public sur les droits des enfants et la protection des mineurs. Le Ministère de la Fonction Publique et du Travail a poursuivi son plan national de 15 ans pour combattre les pires formes de travail des enfants, notamment la prostitution des enfants, le travail dans les carrières et dans les marais de sel, le travail comme domestique, le travail dans les mines de pierres précieuses, l'agriculture, et la pêche commerciale, comme domaines de préoccupation particulière. Un comité national constitué de hauts fonctionnaires et des représentants des bailleurs, de la société civile et des groupes religieux s'est réuni au cours de l'année pour sensibiliser le public et coordonner la campagne nationale. Les centres d'accueil de l'Etat à Antananarivo, Tamatave, et Tuléar ont continué à repêcher des victimes de la traite de personnes et du travail forcé. Le pays s'est joint à d'autres pays pour la mise en place d'un comité régional d'observation qui sera chargé de compiler

une base de données pour analyser les pires formes de travail des enfants dans la région.

e. Conditions de travail acceptables

Le Code du travail et ses textes d'application prévoient les conditions de travail et les salaires minima, qui ont été appliqués par le Ministère de la Fonction Publique et du Travail. La loi comporte des dispositions spécifiques pour le travail agricole et le travail non agricole.

Le salaire mensuel minimum s'élevait à 27.30\$ (56.713 Ariary) pour les travailleurs non agricoles et 27.58\$ (57.520 Ariary) pour les travailleurs agricoles. Ce montant n'a pas permis de s'offrir un niveau de vie standard pour un travailleur et sa famille, surtout dans les milieux urbains. Bien qu'une plupart des employés aient été en connaissance du montant légal du salaire minimum, ces taux n'ont pas toujours été respectés. L'ampleur du chômage et la pauvreté extrême ont forcé les travailleurs à accepter une rémunération au-dessous du salaire minimum.

La semaine de travail standard a duré 40 heures dans la filière non agricole et du service ; et 42½ heures dans le secteur agricole. La législation a déterminé que les travailleurs peuvent faire jusqu'à 20 heures supplémentaires par semaine, mais des employés ont souvent été tenus de travailler jusqu'à ce que les objectifs de production aient été atteints. Un rapport publié en 2004 par Catholic Relief Services sur les conditions de travail dans les zones franches a indiqué que 86 pour cent des employés enquêtés ont régulièrement plus de 40 heures par semaine. Dans certains cas, ces heures supplémentaires n'ont été ni enregistrées ni payées.

Le gouvernement établit les normes pour la santé et la sûreté professionnelles pour les travailleurs et les lieux de travail. La CNAPS, l'équivalent de la Sécurité Sociale au pays, a mené des inspections et publié des rapports sur les conditions des lieux de travail, les dangers contre la santé au travail, et les tendances parmi les accidents survenus au lieu de travail. Les 77 inspecteurs du travail du Ministère de la Fonction Publique et du Travail ont seulement suffi pour couvrir la ville capitale d'une manière efficace. Si les contrevenants ne corrigent pas les violations notifiées dans le temps imparti, ils peuvent faire l'objet de sanctions légales ou des pénalités administratives. Les travailleurs ont le droit explicite de quitter un lieu de travail dangereux sans risquer de perdre leur

emploi tant qu'ils en informent leur superviseur. Ces normes s'appliquent également aux travailleurs étrangers et migrants. Les sanctions à l'issue des 397 inspections du lieu de travail menées au cours de l'année allaient de simples avertissements à des instructions ordonnant à la société de résoudre le problème. Aucun lieu de travail n'a été fermé suite à une plainte sur un lieu de travail particulier.